

SUPPLEMENT A INFORMATIONS-CORRESPONDANCE-OUVRIERES, N° 101, 1.2.1971

**FONDEMENTS
DE L'ECONOMIE
COMMUNISTE**

I.C.O.

SOMMAIRE

L'approche d'un problème essentiel	2
Le mouvement des conseils en Allemagne	7
Tableau des Sigles	10
Tableau des abréviations	11
Temps de travail social moyen	29
Préface de Paul Mattick	40
Bibliographie	48

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. « l'Abeille » — Montpellier

NOTE D'INFORMATIONS CORRESPONDANCES OUVRIERES

Les textes réunis dans cette brochure ont été mis au point par des camarades, dont certains ne participent pas à I.C.O.

Ils n'ont pas fait l'objet de discussion au sein du groupe I.C.O. et n'expriment donc pas la position de ce groupe ; leur publication sous la couverture d'I.C.O. ne saurait donc être considérée que comme l'initiative de quelques camarades dans le but de faire surgir une discussion sur les problèmes évoqués tant à l'intérieur qu'à l'extérieur l'I.C.O.

L'introduction a été rédigée par un camarade d'I.C.O. de Paris et reprend des discussions antérieures sur ces sujets.

Le texte sur le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne, publié pour la première fois en hollandais en 1938, a été traduit et publié par l'auteur en français en 1952. La version de cette brochure a été reprise de la bro-

chure d'I.C.O. (1965), après de nouvelles corrections et compléments par un camarade ne participant pas à I.C.O.

Le texte sur l'économie communiste, dû au même camarade hollandais, a été revu par un camarade d'I.C.O. d'après l'original allemand sur une traduction française publiée dans *Internationalisme*. Il s'agit d'un article qui reprend l'essentiel des *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung* (Principes Fondamentaux de la Production et de la Distribution Communistes), ouvrage collectif du GIK (groupe de communistes internationaliste de Hollande).

Le dernier texte a été écrit par Paul Mattick en préface à une réédition allemande des Principes Fondamentaux de la Production et de la Distribution Communistes ; il a été traduit par un camarade d'I.C.O.

L'approche d'un problème essentiel la forme économique du communisme

Dans les débats au sein des partis et des groupes, on parle beaucoup d'action, de tactique, de stratégie, de révolution ; mais on n'aborde guère les problèmes énormes que poserait aux travailleurs (les producteurs) la gestion de l'économie, et ceci dès les premières approches de la réalisation d'un monde nouveau.

A vrai dire, certains en parlent parfois, mais d'une manière telle qu'elle aboutit à éluder la discussion sur ces problèmes : la planification miracle d'un côté et l'âge d'or de l'autre. Pour les uns, la hiérarchie des dirigeants (politiques, économiques, etc...) qui savent, et à qui on fait confiance, règlera tout par une meilleure utilisation des techniques, par une « bureaucratisation intelligente et éclairée » assortie éventuellement d'une imprécise « participation ouvrière ». Les modèles russes ou chinois de capitalisme servent de bible pour les uns, de références critiques pour les autres. Les débats sur le futur deviennent des discussions sur les modèles économiques, des ambiguïtés sur le « contrôle ouvrier », des affrontements sur les recettes nécessaires à la transformation des « consciences » par une quelconque « révolution culturelle ».

Pour les autres, un mythe différent doit exécuter la bureaucratie qu'ils stigmatisent, à juste titre, dans ces débats de spécialistes (les dirigeants éclairés de l'organisation ou les dieux de la pensée révolutionnaire) destinés à d'autres spécialistes (les militants de l'organisation) : l'autodétermination intégrale, la fin du travail, l'abondance, une éthique de la vie quotidienne et des règles strictes d'organisation de la société communiste (comme le syndicat idéal chez les anarcho syndicalistes ou le conseil ouvrier chez les conseillistes). La « conscience » présente d'une élite (dont la pratique est conforme à la théorie et vice versa) se trouverait relayée le Grand Jour de la Révolution par une rupture brutale avec le vieux monde et l'apparition d'une conscience Universelle des nécessités du communisme dans les formes unifiées et transcendantes de l'activité individuelle et de la pratique collective : les prédictions des penseurs se trouveraient réalisées et il n'y aurait rien d'autre à envisager. La disparition soudaine et totale du vieux monde et de toutes ses formes d'aliénation suffirait à garantir un fonctionnement

harmonieux du nouveau monde, parce que la volonté des hommes ne pourrait alors traduire que des aspirations vers le communisme.

Dans un cas comme dans l'autre, bureaucratie éclairée ou âge d'or de la conscience des hommes totalement désaliénés, il suffit de faire confiance à un mode de rapports prédéterminés théoriquement par une élite pour que le communisme soit. A la base, on trouve la même croyance, la même foi dans une société idéale, laquelle est bien propre aux milieux d'avant-garde et qui n'apparaît pas chez les travailleurs ; la plupart du temps, ceux-ci ne pensent pas à un autre monde (tout au plus à aménager ou transformer celui-ci) ou s'ils se trouvent rarement à en discuter c'est pour dire aussitôt qu'il leur paraît totalement utopique. Pourtant, c'est la lutte de ces mêmes travailleurs qui dessine la marche vers un monde nouveau et les problèmes qui s'y poseront. Malgré les divergences qui paraissent fondamentales dans les « conceptions » du communisme, une rupture beaucoup plus grande apparaît aussi entre les groupes d'avant-garde qui « savent » et qui « agissent » et la grande masse du prolétariat qui ne « sait pas » et qui lutte pour ses intérêts immédiats. De cette rupture découle une conséquence importante : l'action des groupes tend à être politique, c'est-à-dire à se fixer sur les superstructures superficielles de la société capitaliste (branche orientale ou occidentale), à rompre par des méthodes et des moyens divers tout ce qui est utilisé pour dominer les hommes.

Au contraire, l'action du prolétariat est avant tout économique et sociale ; elle agit sur un plan profond, au niveau même de la base de cette société : l'exploitation de la force de travail, mais comme une attaque indirecte et non voulue comme telle par ceux qui la mènent inlassablement, du seul fait qu'ils doivent quotidiennement se défendre pour ne pas être des objets, c'est-à-dire totalement aliénés.

Du fait que l'avant-garde se trouve conduite à envisager une action politique qui mènera au communisme, découle la nécessité, pour tous ces groupes, de définir une tactique. Cette tactique touchera, suivant les conceptions, des domaines très divers : de la conquête armée du pouvoir d'Etat jusqu'aux actions de choc de groupes conscients, destinées à provoquer

les ruptures nécessaires à l'écroulement du vieux monde et la prise de conscience de tous. Ainsi, la boucle est fermée dans un système complet et confortable ; on agit pour réaliser ce qu'on croit et se réaliser soi-même. Pourtant, le communisme n'a rien à voir avec un programme de réalisations pratiques à mettre en œuvre demain ou l'année prochaine ; c'est un fil conducteur pour la longue et dure lutte d'émancipation que la classe ouvrière a encore devant elle. Il est évidemment beaucoup moins facile de considérer la société communiste comme une inconnue, mais seulement comme une orientation que définissent les luttes des travailleurs, c'est-à-dire comme un produit de la lutte de classe sous toutes ses formes, des circonstances mouvantes dans lesquelles elle se déroule.

Ainsi, le communisme ne peut se définir que comme un devenir qui se modifie et s'adapte à tout l'environnement technique, social, politique, à toutes les transformations du capitalisme et de ses techniques de domination. Il est bien évident dès lors que la réalisation d'un monde nouveau et les structures elles-mêmes changeantes avec l'évolution des techniques qu'il pourra se donner, ne peuvent être le produit de l'imagination présente, de l'utopie, quelque fertiles qu'elles soient. C'est la réponse pratique que donneront les travailleurs à ce moment, aux problèmes pratiques qui se poseront, aux organismes de luttes mis en place par les travailleurs eux-mêmes. Et non pas à des problèmes abstraits qu'ils auraient tenté de résoudre auparavant, un peu comme des problèmes d'algèbre, mais des problèmes bien concrets à solutionner immédiatement avec les ressources matérielles et morales à leur portée. Peu importe finalement la manière dont ils les résoudreont. Car les réponses pratiques dépendront d'abord des situations qu'ils trouveront devant eux. De ces affrontements avec une réalité comportant des données bien précises et non modifiables dans l'immédiat, naîtront des discussions sur ce qui doit être fait, c'est-à-dire sur des orientations, des méthodes, des formes, des règles, et, partant de là, des analyses plus globales ; mais tout cela sera le produit de l'expérience, de la pratique ; c'est ainsi que, dans la lutte de classe, la théorie est d'abord une pratique et non un idéal. Bien sûr, les connaissances, les théories, les expériences des uns et des autres serviront, mais, elles ne seront pas déterminantes, seulement un apport matériel dans un ensemble de circonstances, au même titre que les données immédiates des techniques et des consciences qu'elles ne pourront transformer ou abstraire.

**

L'ensemble de ces problèmes se rattache à un autre problème qui restera toujours le problème fondamental, celui de la production elle-même. Et c'est naturellement, par le cours des choses que ce problème fondamental sera abordé sous un angle pratique. On peut en avoir une idée en se référant à ce qui s'est passé en mai 68 en France. Les usines, les facultés, étaient occupées ; les transports ne fonctionnaient pas ; des sources d'énergie, seule l'électricité ne fit pas défaut (ce qui donne la mesure des intentions de la C.G.T. et du P.C., maîtres incontestés de ce secteur vital). Les usines étaient stoppées et non remises en route (à part de très rares exceptions que l'on connaît d'ailleurs bien mal), les questions fondamentales de l'économie gérée par les producteurs eux-mêmes ne se sont pas posées, donc pas de problèmes d'approvisionnement en matières premières, ni d'organisation du travail, ni d'écoulement des produits fabriqués, c'est-à-dire, d'une part des problèmes touchant le travail lui-même et de l'autre des problèmes d'échange, de rapports avec les autres producteurs. Par contre, la désorganisation des transports et du réseau de distribution des marchandises nécessaires à la consommation minimum des hommes nécessitait une réponse immédiate pour suppléer aux effets de la grève. C'est ce qui explique la naissance et le développement, pour une brève période, d'organismes qui allèrent beaucoup plus loin que les comités de grève sur le plan des usines, pour suppléer à ce qui faisait défaut par suite du blocage temporaire du fonctionnement des organes capitalistes de collecte et de diffusion des produits alimentaires. Dans les usines et les facultés occupées, dans les quartiers, le problème du ravitaillement devint le problème à résoudre d'abord. Sans doute, tout un secteur capitaliste continuait-il à fonctionner sur ses réserves et avec des moyens de bord. Mais, des individus, et surtout des collectivités importantes, ne pouvaient plus emprunter ce circuit capitaliste : certaines denrées faisaient totalement défaut, notamment en grandes quantités, il n'y avait pas d'argent et certaines formes collectives d'occupation et de vie qui prenaient corps appelaient des réponses collectives. D'autre part, les producteurs paysans ne pouvaient acheminer que difficilement les produits, notamment ceux qui ne peuvent être conservés et doivent être écoulés rapidement.

Dans les grosses entreprises, la remise en fonctionnement des cantines d'entreprise, souvent avec du personnel bénévole, avec des fonds empruntés aux caisses des comités d'entreprise ou à ceux de la solidarité, ne permit pas de dégager ce fonctionnement du circuit capita-

liste : ces cantines avaient des stocks, elles pouvaient s'approvisionner chez des grossistes avec de l'argent, elles faisaient payer les travailleurs auxquels les comités de grève, en accord avec les directions d'entreprise, avaient souvent fait verser des signes monétaires. Il y eut bien sûr des rapports directs avec des producteurs paysans, mais ne sortant pas des rapports traditionnels capitalistes et, à notre connaissance, pas de rapports d'approvisionnement basés sur l'échange avec des usines pouvant continuer à fonctionner avec l'accord des travailleurs (laiteries, boulangeries, etc..., par exemple).

Par contre, dans les petites entreprises, dans les quartiers, dans les facultés, ces problèmes se posaient avec beaucoup d'acuité, car ils ne pouvaient être résolus, même provisoirement, par défaut de cantines, de stocks, etc... De même, pour les paysans, ce sont les petits et moyens paysans hors des rapports avec les grosses entreprises et sans moyens de stockages qui affrontaient l'absolue nécessité d'écouler leurs marchandises périssables. On peut déjà noter ici que ce sont dans les secteurs marginaux de l'économie, là où les structures étaient les plus fragiles que la rupture avec les circuits traditionnels du capitalisme se faisait le plus facilement. Ce qui est intéressant, c'est de noter dans quelle direction se firent les contacts entre ces consommateurs et les producteurs. Par le canal des comités d'action, se constituèrent des sortes de réseaux de liaisons et d'approvisionnement orientés vers les habitants des quartiers et vers les petites entreprises occupées qui ne pouvaient que résoudre difficilement leurs problèmes de ravitaillement. Des facultés surgit un Comité de Liaison Etudiants, Ouvriers, Paysans (C.L.E.O.P.) qui entreprit précisément cette tâche d'approvisionnement, à sa modeste mesure bien sûr.

On connaît bien mal comment cela fonctionna au milieu des difficultés innombrables. Ce qu'on sait, c'est que les contacts avec les paysans furent souvent pris par le canal des organisations syndicales marginales de paysans, c'est-à-dire avec ceux qui, à ce moment, subissaient le plus durement la concentration et la concurrence capitalistes. De même, on sait peu de choses sur les bases de l'échange (dons de marchandises, paiement d'un prix en argent), sur les bases de la répartition. Mais il est évident que ces problèmes se posèrent d'emblée, qu'ils furent résolus dans le cadre des structures capitalistes qui n'avaient été qu'ébranlées. Ils auraient été posés avec beaucoup plus d'acuité si les choses s'étaient prolongées ; ils auraient alors dû être résolus

par d'autres moyens, simplement par le fait que les autres moyens auraient fait défaut. On peut observer aussi que dans un capitalisme plus concentré, les contacts d'approvisionnement auraient obligatoirement été pris avec des ouvriers agricoles d'entreprises et non avec des fermiers, ce qui aurait conféré un caractère très différent à ces échanges.

Tout n'atteignit donc, en mai 68 qu'un stade embryonnaire, plus dû à des initiatives individuelles et avec les limites qu'imposait le niveau du capitalisme en France, notamment dans les campagnes. Mais, il est bien évident, pour ceux qui affrontèrent concrètement ces problèmes de ravitaillement, que deux questions essentielles se trouvèrent posées, et ce sont ces questions qui sont importantes pour notre propos :

- des problèmes d'organisation, c'est-à-dire de groupement (des producteurs d'un côté, des consommateurs de l'autre) et l'établissement de liaisons entre ces deux groupes ;
- des problèmes de paiement, c'est-à-dire de définition de la valeur des biens, des bases de l'échange de biens produits par les uns et les autres.

Ces deux points esquissent déjà l'essentiel d'une construction d'une société communiste et ce sont ces points fondamentaux que les organismes se trouvent devoir résoudre *pratiquement* dès les premiers pas hors des ornières capitalistes, avant même que soient débattues les structures de la société. Ce sont ceux qui affrontent ces discussions dans la *pratique* qui donnent la réponse immédiate, parce que contraints et forcés de résoudre dans les faits ces problèmes théoriques.

Il y a une relation étroite entre les problèmes d'organisation et les problèmes de l'échange. C'est dans la mesure où les organismes prennent leur autonomie parce que la lutte se prolonge qu'ils doivent résoudre ces problèmes de production et d'échange, et c'est dans la mesure où ils doivent les résoudre et les résolvent tant bien que mal, que leur autonomie se précise. Nous n'avons pas l'intention, dans le cadre de cette présentation de texte sur les « Fondements économiques du communisme » de nous étendre sur ces problèmes d'organisation, mais nous tenons précisément à souligner comme l'exemple ci-dessus a pu le faire ressortir, qu'ils ne peuvent être détachés de l'ensemble.

Nous voulons seulement souligner que l'abon-

dante littérature touchant les « problèmes d'organisation », en mai 68, aborde un problème totalement différent, celui de l'organisation révolutionnaire, c'est-à-dire de l'*organisation politique* (devant œuvrer à la conquête du pouvoir politique) et non de l'*organisation sociale* dont la montée brise les structures politiques parce qu'elle détruit les structures fondamentales économiques et sociales. Inutile de dire que ces débats sur « l'organisation révolutionnaire » (souvent léniniste) nous paraissent anachroniques, même si, par la volonté des partis et groupuscules, ils occupent le devant de la scène ; ils masquent l'organisation autonome de la production et des échanges qui peut s'esquisser dans l'arrêt momentané de la production capitaliste ; ils posent la persistance d'organismes de remplacement de la classe capitaliste défaillante, d'une bureaucratie pour qui la conquête du pouvoir politique est effectivement l'essentiel. La persistance de ces groupes politiques oblige d'ailleurs à envisager la question de leurs relations avec certaines structures économiques et de leur conflit avec les organismes autonomes de lutte et de gestion de la société en raison de ces structures.

**

Les textes qui suivent peuvent apparaître disparates, mais ils tentent de donner un aperçu de la pratique des conseils allemands et des réflexions de ceux qui avaient vécu cette pratique de 1917 à 1931. Le point de développement atteint par les conseils dans l'après guerre de 1914 permit de toucher le problème central de l'organisation de l'économie communiste, ce que nous avons défini ci-dessus, en partant de mai 68, comme la définition des bases de la production et de l'échange des biens. Aborder ces points conduit naturellement à celui de la suppression du salariat en tant que principe fondamental de la production et de la distribution communistes.

Nous savons que ces textes datent d'une quarantaine d'années et que les techniques de production, le capitalisme et la condition des travailleurs ont évolué tout en restant sur la même base : l'exploitation du travail. D'autres expériences plus limitées ou différentes de gestion par les producteurs ont surgi de l'Histoire (parmi les plus importantes, les collectivités en Espagne, les conseils ouvriers en Hongrie) ; elles peuvent apporter la richesse de leur expérience. D'autre part le bouleversement des techniques de communication et de production notamment par l'automation, introduit des voies toutes nouvelles pour aborder ces problèmes de gestion par les producteurs, non

seulement en termes quantitatifs (quantité, rapidité, simplicité d'utilisation), mais aussi qualitatifs. C'est précisément à partir de l'acquis que cet ensemble de textes approche et résume qu'il faut tenter de repréciser les problèmes d'un monde nouveau. Notre expérience propre peut aussi intervenir. Si nous nous sommes référés ci-dessus à mai 68, c'est pour faire ressortir la manière dont ces problèmes se trouvaient abordés pratiquement, mais, c'est également pour amener chacun à réfléchir sur ce qu'il a pu vivre à ce moment en orientant sa réflexion dans cette voie pratiquement explorée parce que tout le monde continue de considérer les problèmes d'une manière étroitement politique.

De même que les conseils ouvriers ne sont pas pour nous un programme de réalisations pratiques à mettre en œuvre aujourd'hui ou demain, de même les Principes Fondamentaux de l'Economie communiste ne sont pas des règles immuables qu'il s'agit d'établir par des décrets du pouvoir politique pour que le socialisme règne sans partage sur la terre. Les Conseils, comme les Principes ne sont qu'un fil conducteur pour la longue lutte d'émancipation du prolétariat. Nous comprenons bien que si, fondamentalement, les problèmes qu'auront à résoudre les organismes de lutte et de gestion des producteurs seront identiques, la forme pratique de ces problèmes sera différente et partant, les réponses pratiques seront également différentes.

Pour reprendre un des points importants abordés dans ce texte, celui d'une unité comptable, il est évident que le problème de comptabilisation sociale des produits restera toujours nécessaire puisqu'il y aura toujours une production organisée. Mais les moyens de cette comptabilisation sont radicalement différents de ceux de la période des années 30 et ils peuvent encore se modifier tout autant radicalement ; et ceci au point que l'on peut se demander si les unités et la nature de cette comptabilisation ne sont pas remises en cause en raison de cette transformation des techniques. La ligne générale de cette recherche reste toutefois une mesure comptable exprimant une structuration de la production qui exclut tout pouvoir *sur* les producteurs et *sur* les unités de production ; elle n'est qu'un moyen : de contrôle et d'approche d'une vue d'ensemble du procès économique par et pour les producteurs.

La même évolution du capitalisme et des techniques de production et de communication a souvent dissimulé ces problèmes d'organisation de la production et des échanges pour

amener les discussions touchant un monde nouveau sur des thèmes comme celui de la disparition du travail dans une société d'abondance. Nous rejoignons certaines critiques faites au début de cet article à l'encontre de schémas bureaucratiques ou messianiques.

Ces schémas partent de la constatation juste et quotidienne de l'énorme gachis de biens et de travail dans les capitalismes nationaux atteignant un certain niveau de développement industriel et surtout dans les pays les plus avancés comme les U.S.A. D'un côté, il y a la production d'objets, ou inutiles, ou de mauvaise qualité pour qu'ils soient consommables, ou les destructions sous des formes diverses (volontaire pour les produits agricoles jusqu'à la production de guerre stockée ou utilisée). De l'autre, il y a l'énorme « inutilité » du travail dans des secteurs importants de la machinerie capitaliste.

Partant de ces constatations (qui elles-mêmes découlent souvent de conceptions éthiques) et d'une certaine éthique de la consommation, il en est déduit que dans une société communiste il résulterait d'emblée une réduction énorme et immédiate du travail productif, réduction qui confinerait quasiment à la disparition de tout travail social, c'est-à-dire de la corvée obligatoire nécessaire minimum pour un bon fonctionnement d'une société transcendée par l'accord parfait de la technique et de l'épanouissement de l'homme.

La discussion à partir de ces bases, s'oriente vers des lignes différentes de celles tracées dans les textes qui suivent, mais qui, à notre avis, y ramènent pourtant quand on dépasse la conception sommaire d'un fonctionnement harmonieux automatique d'une société débarrassée des ferments du « Mal ». Pourtant, en pratique, les spéculations sur le monde nouveau fuient ces problèmes économiques fondamentaux pour varier à l'infini dans des schémas que certains pensent même pouvoir réaliser dès maintenant dans certains aspects de leur vie.

Est-il possible de relier ces discussions à celles dont ces textes donnent l'aboutissement ? Ainsi que nous l'avons fait ressortir dans cette introduction, il ne s'agit pas de spéculations, mais de problèmes pratiques que des organismes de lutte et de gestion des producteurs auront inévitablement à résoudre avec les moyens techniques et le niveau des consciences au moment où ils se poseront. Nous avons bien l'impression, en écrivant ces lignes d'être au seuil d'un monde inexploré et qu'aucune exploration n'est possible autrement que par l'essais de directions mettant en cause des principes fondamentaux. Toute autre tentative d'aboutir à des formes, à des règles, à des prévisions, à certains types de structures ne peut que fixer les cadres d'un monde dont la particularité essentielle, aussi bien sous le capitalisme que dans le communisme, est et sera d'être constamment en mouvement et en transformation.

Le mouvement des Conseils en Allemagne

L'exposé qui suit n'est pas l'œuvre d'un historien d'Etat. Il n'a donc pas tellement pour but de rappeler des phénomènes contingents, d'accumuler des détails liés à une situation particulière, mais de dégager quelques grands traits historiques significatifs. Il s'efforce également de montrer comment l'échec du mouvement pour les Conseils dans l'Allemagne des années 20 fut imputable avant tout à la domination que les conceptions traditionnelles continuaient d'exercer sur la mentalité ouvrière, et combien est grande la nécessité de mettre en avant des idées nouvelles, en rapport étroit avec l'époque où l'on vit. Enfin, tout en faisant ressortir les difficultés extrêmes de cette tâche - même pour des militants décidés, aux idées avancées - il souligne implicitement que la recherche du nouveau dans la lutte de classe et la propagande pour le monde nouveau sont l'un des rares moyens dont les partisans de la Räteidee (1) disposent pour agir en direction du mouvement général autonome de la classe, quand il se manifeste.

LA REVOLUTION ECLATE

En novembre 1918, le front allemand s'effondra. Les soldats désertèrent par milliers. Toute la machine de guerre craquait. Néanmoins, à Kiel, les officiers de la flotte décidèrent de livrer une dernière bataille : pour sauver l'honneur. Alors, les marins refusèrent de servir. Ce n'était pas leur premier soulèvement, mais les tentatives précédentes avaient été réprimées par les balles et les bonnes paroles. Cette fois-ci, il n'y avait plus d'obstacle immédiat ; le drapeau rouge monta sur un navire de guerre, puis sur les autres. Les marins élurent des délégués qui formèrent un Conseil. Désormais les marins étaient obligés de tout faire pour généraliser le mouvement. Ils n'avaient pas voulu mourir au combat contre l'ennemi ; mais ils demeuraient dans l'isolement, les troupes dites loyales interviendraient et, de nouveau, ce serait le combat, la répression. Aussi les matelots débarquèrent et gagnèrent Hambourg ; de là, par le train ou par tout autre moyen, ils se répandirent dans toute l'Allemagne.

Le geste libérateur était accompli. Les événements s'enchaînaient maintenant rigoureusement. Hambourg accueillit les marins avec enthousiasme ; soldats et ouvriers se solidarisèrent avec eux, ils élurent eux aussi des Conseils. Bien que cette forme d'organisation fut jusque là inconnue dans la pratique, un vaste réseau de Conseils Ouvriers et de Conseils de soldats couvrit promptement, en quatre jours, le pays. Peut-être avait-on entendu parler des Soviets russes de 1917, mais alors

très peu : la censure veillait. En tout cas, aucun parti, aucune organisation n'avait jamais proposé cette nouvelle forme de lutte.

PRECURSEURS DES CONSEILS

Toutefois, pendant la guerre en Allemagne, des organismes assez analogues avaient fait leur apparition dans les usines. Ils étaient formés au cours des grèves par des responsables élus, appelés hommes de confiance. Chargés par le syndicat de petites fonctions sur le tas, ces derniers, dans la tradition syndicale allemande, devaient assurer un lien entre la base et les centrales, transmettre aux centrales les revendications des ouvriers. Pendant la guerre, ces griefs étaient nombreux (les principaux portaient sur l'intensification du travail et l'augmentation des prix). Mais les syndicats allemands — comme ceux des autres pays — avaient constitué un front unique avec le gouvernement, afin de lui garantir la paix sociale en échange de menus avantages pour les ouvriers et de la participation des dirigeants syndicaux à divers organismes officiels. Aussi les hommes de confiance frappaient-ils à la mauvaise porte. Les « fortes têtes » étaient, tôt ou tard, expédiées aux armées, dans les unités spéciales. Il était donc difficile de prendre position, publiquement, contre les syndicats.

Les hommes de confiance cessèrent donc de renseigner les centrales syndicales — cela n'en valait pas la peine — mais la situation,

(1) « Räteidee » : l'idée des conseils.

et par conséquent, les revendications ouvrières, n'en demeurait pas moins ce qu'elle était, ils se réunissent clandestinement. En 1917, un flot de grèves sauvages déferla sur le pays. Spontanés, ces mouvements n'étaient pas dirigés par une organisation stable et permanente ; s'ils se déroulaient avec un certain ensemble, c'est qu'ils avaient été précédés de discussions et d'accords entre diverses usines, les contacts préliminaires aux actions étant pris par les hommes de confiance de ces usines.

Dans ces mouvements, provoqués par une situation intolérable, en l'absence de toute organisation à laquelle accorder une confiance si limitée fût-elle, les conceptions différentes (sociale-démocrate, religieuse, libérale, anarchiste, etc...) des ouvriers devaient s'effacer devant les nécessités de l'heure ; les masses laborieuses étaient obligées de décider par elles-mêmes, sur la base de l'usine. A l'automne 1918, ces mouvements, jusqu'alors sporadiques et cloisonnés plus ou moins les uns par rapport aux autres, prirent une forme précise et généralisée. Aux côtés des administrations classiques (police, ravitaillement, organisation du travail, etc...) parfois même — en partie — à leur place, les Conseils Ouvriers prirent le pouvoir dans les centres industriels importants : à Berlin, à Hambourg, Brême, dans la Ruhr et dans le centre de l'Allemagne, en Saxe. Mais les résultats furent minces. Pourquoi ?

UNE FACILE VICTOIRE :

Cette carence provient de la facilité même avec laquelle se formèrent les Conseils Ouvriers. L'appareil d'Etat avait perdu toute autorité ; s'il s'écroulait, ici et là, ce n'était pas en conséquence d'une lutte acharnée et volontaire des travailleurs. Leur mouvement rencontrait le vide et s'étendait donc sans difficultés, sans qu'il fût nécessaire de combattre et de réfléchir sur ce combat. Le seul objectif dont on parlait était celui de l'ensemble de la population : la paix.

Il y avait là une différence essentielle avec la révolution russe. En Russie, la première vague révolutionnaire, la Révolution de Février, balaya le régime tsariste ; mais la guerre continuait. Le mouvement des travailleurs unis trouvait ainsi une raison d'accentuer sa pression, de se montrer de plus en plus hardi et décidé. Mais en Allemagne, l'aspiration première de la population, la paix, fut immé-

diatement comblée ; le pouvoir impérial laissait place à la République. Quelle serait cette république ?

Avant la guerre, il n'y avait sur ce point aucune divergence entre les travailleurs. La politique ouvrière, en pratique comme en théorie, était faite par le parti social-démocrate et les syndicats, adoptée et approuvée par la majorité des travailleurs organisés. Pour les membres du mouvement socialiste, formé au cours de la lutte pour la démocratie parlementaire et les réformes sociales, ne songeant qu'à cette lutte, l'Etat démocratique bourgeois devait être un jour le levier du socialisme. Il suffirait d'acquiescer une majorité au Parlement, et les ministres socialistes nationaliseraient, pas à pas, la vie économique et sociale ; ce serait le socialisme.

Il y avait aussi, sans doute, un courant révolutionnaire, dont Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient les représentants les plus connus. Toutefois ce courant ne développa jamais des conceptions nettement opposées au Socialisme d'Etat ; il ne constituait qu'une opposition au sein du vieux parti, du point de vue de la base ce courant ne se distinguait pas clairement de l'ensemble.

CONCEPTIONS NOUVELLES

Pourtant des conceptions nouvelles virent le jour pendant les grands mouvements de masse de 1918-1921. Elles n'étaient pas la création d'une prétendue avant-garde, mais bien créées par les masses elles-mêmes. Dans la pratique, l'activité indépendante des ouvriers et des soldats avait reçu sa forme organisationnelle : les Conseils, ces nouveaux organes agissant dans un sens de classe. Et, parce qu'il y a une liaison étroite entre les formes prises par la lutte de classe et les conceptions de l'avenir, il va sans dire que, ça et là, les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. A présent, les travailleurs dirigeaient leurs propres luttes en dehors des appareils des partis et des syndicats ; aussi l'idée prenait corps que les masses devaient exercer une influence directe sur la vie sociale par le moyen des Conseils. Il y aurait alors « dictature du prolétariat » comme on disait ; une dictature qui ne serait pas exercée par un parti, mais serait l'expression de l'unité enfin réalisée de toute la population travailleuse. Certes, une telle organisation de la société ne serait pas démocratique au sens bourgeois du terme, puisque la partie de la population, ne participant pas à la nouvelle organisation de la vie sociale, n'aurait voix ni dans les discussions ni dans les décisions.

Nous disions que les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. Mais il devint vite évident que les traditions parlementaires et syndicales étaient trop profondément enracinées dans les masses pour être extirpées à bref délai. La bourgeoisie, le parti social-démocrate et les syndicats firent appel à ces traditions pour battre en brèche les nouvelles conceptions. Le parti, en particulier, se félicitait en paroles de cette nouvelle façon que les masses avaient de s'imposer dans la vie sociale. Il allait jusqu'à exiger que cette forme de pouvoir direct soit approuvée et codifiée par une loi. Mais, s'il leur témoignait ainsi sa sympathie, l'ancien mouvement ouvrier, en entier, reprochait aux Conseils de ne pas respecter la démocratie, tout en les excusant en partie à cause d'un manque d'expérience dû à leur naissance spontanée. En réalité, les anciennes organisations trouvaient que les Conseils ne leur faisaient pas une place assez grande et voyaient en eux des organismes concurrents. En se prononçant pour la démocratie ouvrière, les vieux partis et les syndicats revendiquaient en fait pour tous les courants du mouvement ouvrier le droit d'être représentés dans les Conseils, proportionnellement à leur importance numérique respective.

LE PIEGE

La plus grande partie des travailleurs était incapable de refuter cet argument : il correspondait trop à leurs anciennes habitudes. Les Conseils Ouvriers rassemblèrent donc des représentants du parti social-démocrate, des syndicats, des social-démocrates de gauche, des coopératives de consommation etc... ainsi que des délégués d'usine. Il est évident que de tels Conseils n'étaient pas les organes d'équipes de travailleurs, réunis par la vie à l'usine, mais des formations issues de l'ancien mouvement ouvrier et œuvrant à la restauration du capitalisme sur la base du capitalisme d'Etat démocratique.

Cela signifiait la ruine des efforts ouvriers. En effet, les délégués aux Conseils ne recevaient plus leurs directives de la masse, mais de leurs différentes organisations. Ils adjuraient les travailleurs de respecter et de faire régner « l'ordre », proclamant que « dans le désordre, pas de socialisme ». Dans ces conditions, les Conseils perdirent rapidement toute valeur aux yeux des ouvriers. Les institutions bourgeoises se remirent à fonctionner, sans se soucier de l'avis des Conseils ; tel était précisément le but de l'ancien mouvement ouvrier.

L'ancien mouvement ouvrier pouvait être fier de sa victoire. La loi votée par le Parlement, fixait dans le détail les droits et les devoirs des Conseils. Ils auraient pour tâche de surveiller l'application des lois sociales. Autrement dit, les Conseils devenaient à leur façon des rouages de l'Etat ; ils participaient à sa bonne marche, au lieu de le démolir. Cristallisées dans les masses, les traditions se révélaient plus puissantes que les résultats de l'action spontanée.

Malgré cette « révolution avortée », on ne peut dire que la victoire des éléments conservateurs ait été simple et facile. La nouvelle orientation des esprits, tout de même assez forte pour que des centaines de milliers d'ouvriers luttent avec acharnement afin que les Conseils gardent leur caractère de nouvelles unités de classe. Il fallut cinq ans de conflits incessants, pour que le mouvement des Conseils soit définitivement vaincu par le front unique de la bourgeoisie, de l'ancien mouvement ouvrier et des gardes-blancs, formés par les hobereaux prussiens et les étudiants réactionnaires.

COURANTS POLITIQUES

On peut distinguer, en gros, quatre courants politiques du côté des ouvriers :

a) *les social-démocrates* :

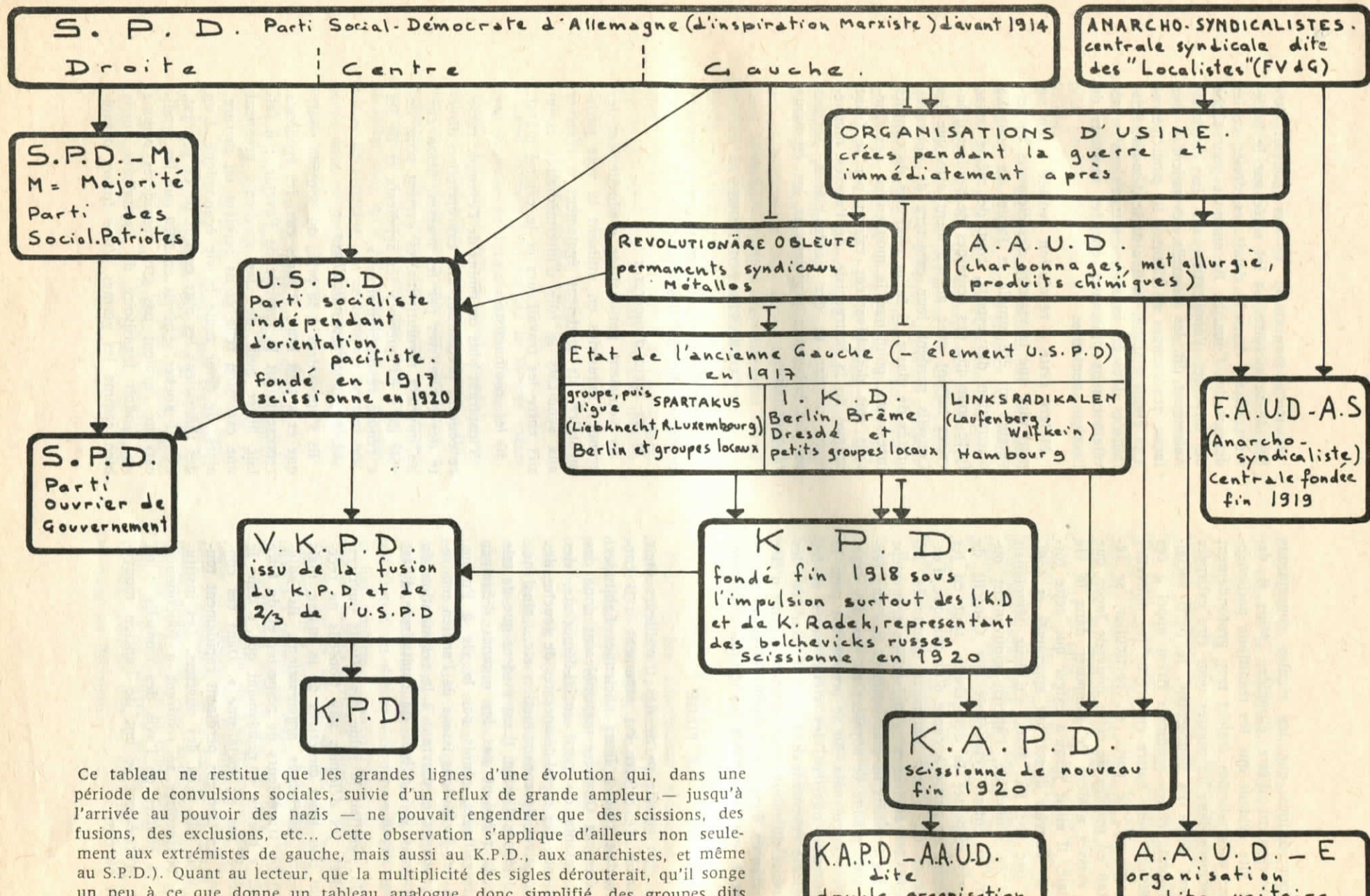
Ils voulaient nationaliser graduellement les grandes industries en utilisant la voie parlementaire. Ils tendaient également à réserver aux syndicats le rôle d'intermédiaires exclusifs entre les travailleurs et le capital d'Etat.

b) *les communistes* :

S'inspirant plus ou moins de l'exemple russe, ce courant préconisait une expropriation directe des capitalistes par les masses. Selon eux, les ouvriers révolutionnaires avaient pour devoir de « conquérir » les syndicats et de les « rendre révolutionnaires ».

c) *les anarcho-syndicalistes* :

Ils s'opposaient à la prise du pouvoir politique et à tout Etat. D'après eux, les syndicats représentaient la formule de l'avenir ; il fallait lutter pour que les syndicats prennent une extension telle qu'ils seraient en mesure, alors, de gérer toute la vie économique. L'un des théoriciens les plus connus de ce courant, Rudolf Rocker, écrivait en 1920 que les syndicats ne devaient pas être considérés comme un produit transitoire du capitalisme, mais bien comme les germes d'une future organi-



Ce tableau ne restitue que les grandes lignes d'une évolution qui, dans une période de convulsions sociales, suivie d'un reflux de grande ampleur — jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis — ne pouvait engendrer que des scissions, des fusions, des exclusions, etc... Cette observation s'applique d'ailleurs non seulement aux extrémistes de gauche, mais aussi au K.P.D., aux anarchistes, et même au S.P.D.). Quant au lecteur, que la multiplicité des sigles dérouterait, qu'il songe un peu à ce que donne un tableau analogue, donc simplifié, des groupes dits

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

(le tableau ci-contre apporte des indications sur la filiation de ces groupes)
 NOTA : La lettre « D » dans l'ensemble de ces sigles signifie - Deutschlands (d'Allemagne). Dans le cours du texte, elle sera souvent omise lors de la désignation d'un groupe. Par exemple : K.P. au lieu de K.P.D., ou A.A.U.E. au lieu de A.A.U.D.E. Toute comme le « F » est souvent omis en France dans P.C.F.

S.P.D. (Sozialdemokratische Partei Deutschlands), parti social-démocrate allemand.

U.S.P.D. (Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands), parti social-démocrate indépendant d'Allemagne formé en avril 1917, regroupait divers éléments sortis du S.P.D.

K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschlands), parti communiste d'Allemagne, formé à la fin de 1918 par des éléments de toute l'ancienne gauche du S.P.D., dont :

l'**I.K.D.** (Internationalen Kommunistischen Deutschlands), communistes internationaux d'Allemagne et **Linksradikalen** (radicaux de gauche).

K.A.P.D. (Kommunistischen Arbeiter Partei Deutschlands), parti ouvrier communiste d'Allemagne, né en avril 1920 de la scission entre la gauche ouvrière et la direction parlementaire du parti communiste (K.P.D.). Le K.A.P.D. avait des rapports étroits avec

l'**A.A.U.D.** (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands), Union Ouvrière d'Allemagne issue des organisations d'usine créées pendant la guerre et immédiatement après.
 Vers la fin de 1920, de ces deux derniers groupes sortit :

l'**A.A.U.D.E.** (A.A.U.D. Einheitsorganisation), A.A.U.D.-organisation unitaire, qui refusait une organisation ouvrière distincte de l'organisation politique.

Ces derniers regroupements penchant vers le fédéralisme, s'opposaient au centralisme de l'ensemble K.A.P.-A.A.U. Toutefois, avec l'évolution de la situation politique, ces noyaux K.A.P.-A.A.U. d'une part et A.A.U.D.E. d'autre part, s'amenuisèrent : la montée du fascisme amena des fusions.

Le **K.A.U.D.** (Kommunistische Arbeiter Union Deutschlands), Union Ouvrière communiste d'Allemagne regroupa les membres de ces trois derniers groupes.

La **F.A.U.D.** (Freien Arbeiter Union Deutschlands), union ouvrière libre d'Allemagne, regroupa en 1919 des membres des organisations d'usine et ceux de la centrale syndicale anarcho-syndicaliste des localistes.

La quasi totalité des forces organisées du communisme de conseils disparut après l'instauration du national socialisme. Quelques rares groupes continuèrent, hors d'Allemagne, à se manifester à cette époque par une activité tant théorique que pratique. Parmi ceux-ci,

le **G.I.C.** (Groep van Internationale Communisten) désigné en Allemagne sous les initiales **G.I.K.H.** (*) (Gruppe Internationaler Kommunisten (Holland), fut un des groupes se réclamant du communisme de conseil. Le seul qui eut une productivité théorique réelle et originale jointe à une activité pratique.

(*) L'H est souvent omis.

sation socialiste de la société. Il sembla tout d'abord en 1919, que l'heure de ce mouvement était venue. Les syndicats anarchistes se gonflèrent dès l'écroulement de l'Empire allemand. En 1920, ils comptaient autour de deux cent mille membres.

d) Toutefois, cette année, 1920, les effectifs des syndicats révolutionnaires se réduisirent. Une grande partie de leurs adhérents se dirigeaient maintenant vers une toute autre forme d'organisation, mieux adaptée aux conditions de la lutte : *l'organisation révolutionnaire d'usine*. Chaque usine avait, ou devait avoir sa propre organisation, agissant indépendamment des autres, et qui même, dans un premier stade, n'était pas reliée aux autres. Chaque usine faisait donc figure de « république indépendante », repliée sur elle-même.

Sans doute, ces organismes d'usines étaient-ils une réalisation des masses ; cependant, il faut souligner qu'ils apparaissaient dans le cadre d'une révolution, sinon vaincue, du moins stagnante. Il devint vite évident que les ouvriers ne pouvaient pas, dans l'immédiat, conquérir et organiser le pouvoir économique et politique au moyen des Conseils ; il faudrait tout d'abord soutenir une lutte sans merci contre les forces qui s'opposaient aux Conseils. Les ouvriers révolutionnaires commençaient donc à rassembler leurs propres forces dans toutes les usines, afin de rester en prise directe sur la vie sociale. Par leur propagande, ils s'efforçaient d'éveiller la conscience des ouvriers, les invitaient à *sortir des syndicats* et adhérer à l'organisation révolutionnaire d'usine ; les ouvriers comme un tout pourraient alors diriger eux-mêmes leurs propres luttes, et conquérir le pouvoir économique et politique sur toute la Société.

En apparence, la classe ouvrière faisait ainsi un grand pas en arrière sur le terrain de son organisation. Tandis qu'auparavant, le pouvoir des ouvriers était concentré dans quelques puissantes organisations centralisées, il se désagrégeait à présent dans des centaines de petits groupes, réunissant quelques centaines ou quelques milliers d'adhérents, selon l'importance de l'usine. En réalité, cette forme se révélait la seule qui permit de poser les jalons d'un pouvoir ouvrier direct ; aussi, bien que relativement petites, ces nouvelles organisations effrayaient la bourgeoisie, la social-démocratie, et les syndicats.

DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS D'USINES

Toutefois, ce n'est pas par principe que ces organisations se tenaient isolées les unes des autres. Leur apparition s'était effectuée çà et là, de façon spontanée et séparée, au cours de grèves sauvages (parmi les mineurs de la Ruhr, en 1919, par exemple). Une tendance se fit jour en vue d'unifier tous ces organismes et d'opposer un front cohérent à la bourgeoisie et à ses acolytes. L'initiative partit des grands ports, Hambourg et Brême ; en avril 1920, une première conférence d'unification se tint à Hanovre, des délégations venues des principales régions industrielles de l'Allemagne y participèrent. La police intervint et dispersa le Congrès. Mais elle arrivait trop tard. En effet, l'organisation générale, unifiée était déjà fondée ; elle avait pu mettre au net les plus importants de ses principes d'action. Cette organisation s'était donnée le nom d'Union Générale des Travailleurs d'Allemagne : A.A.U.D. (Allemeine Arbeiter Union-Deutschlands). L'A.A.U.D. avait pour principe essentiel la lutte contre les syndicats et les Conseils d'Entreprise légaux, ainsi que le refus du parlementarisme. Chacune des organisations, membre de l'Union, avait droit au maximum d'indépendance et à la plus grande liberté de choix dans sa tactique.

A cette époque en Allemagne, les syndicats comptaient plus de membres qu'ils n'en avaient jamais eu et qu'ils ne devaient en avoir depuis. Ainsi, en 1920, les syndicats d'obédience socialiste regroupaient presque huit millions de cotisants dans 52 associations syndicales ; les syndicats chrétiens avaient plus d'un million d'adhérents ; et les syndicats maison, les jaunes, en réunissaient près de 300.000. En outre, il y avait des organisations anarcho-syndicalistes (F.A.U.D.) et aussi quelques autres qui, un peu plus tard, devaient adhérer à l'I.S.R. (Internationale Syndicale Rouge, dépendant de Moscou). Tout d'abord, l'A.A.U.D. ne rassembla que 80.000 travailleurs (avril 1920) ; mais sa croissance fut rapide et, à la fin de 1920, ce nombre passa à 300.000. Certaines des organisations qui la composaient affirmaient, il est vrai, une égale sympathie pour la F.A.U.D. ou encore pour l'I.S.R. Mais dès décembre 1920, des divergences politiques provoquèrent une grande scission au sein de l'A.A.U.D. ; de nombreuses associations dhérentes la quittèrent pour former une nouvelle organisation dite unitaire : l'A.A.U.D. - E. Après cette rupture, l'A.A.U.D. déclarait compter encore plus de 200.000 membres, lors de son 4ème

Congrès (juin 1921). En réalité, ces chiffres n'étaient déjà plus exacts : au mois de mars 1921, l'échec de l'insurrection d'Allemagne centrale avait littéralement décapité et démantelé l'A.A.U.D. Encore faible, l'organisation ne put résister de manière efficace à une énorme vague de répression policière et politique.

LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND (K.P.D.)

Avant d'examiner les diverses scissions dans le mouvement des organisations d'usines, il est nécessaire de parler du parti communiste (K.P.D.). Pendant la guerre, le parti social-démocrate se tint aux côtés — ou plutôt derrière — des classes dirigeantes et fit tout pour leur assurer « la paix sociale » ; à l'exception toutefois d'une mince frange de militants et de fonctionnaires du parti dont les plus connus étaient Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Ces derniers faisaient de la propagande contre la guerre et critiquaient violemment le parti social-démocrate. Ils n'étaient pas tout à fait seuls. Outre leur groupe, la « Ligue Spartacus », il y avait, entre autres, des groupes comme les « Internationalistes » de Dresde et de Francfort, les « Radicaux de Gauche » de Hambourg ou la « Politique Ouvrière » de Brême. Dès novembre 1918 et la chute de l'empire, ces groupes, formés à l'école de la « Gauche » social démocrate, se prononcèrent pour une lutte « dans la rue » destinée à forger une organisation nouvelle, politique et qui s'orienterait dans une certaine mesure sur la révolution russe. Finalement, un Congrès d'unification se tint à Berlin et, dès le premier jour, fut fondé le parti communiste (30-12-18) (1). Ce parti devint immédiatement un lieu de rassemblement pour nombre d'ouvriers révolutionnaires qui exigeaient « tout le pouvoir aux Conseils Ouvriers ».

Il faut noter que les fondateurs du K.P.D. formèrent, en quelque sorte par droit de naissance, les cadres du nouveau parti ; ils y introduisirent donc souvent avec eux, l'esprit de la vieille social-démocratie. Les ouvriers qui affluaient maintenant au K.P.D. et se préoccupaient en pratique des nouvelles formes de lutte, n'osaient pas toujours affronter leurs dirigeants, par respect de la discipline, et se pliaient fréquemment à des conceptions péri-

mées. « Organisations d'usines », ce mot recouvre en effet des notions très dissemblables. Il peut désigner, comme le pensaient les fondateurs du K.P.D., une simple forme d'organisation, sans plus, et donc soumise à des directives qui sont décidées en dehors d'elle : c'était la vieille conception. Il peut aussi renvoyer à un ensemble tout différent d'attitudes et de mentalités. Dans ce sens nouveau, la notion d'organisation d'usines implique un bouleversement des idées admises jusqu'alors à propos de :

- a) l'unité de la classe ouvrière ;
- b) la tactique de lutte ;
- c) les rapports entre les masses et sa direction ;
- d) la dictature du prolétariat ;
- e) les rapports entre l'Etat et la Société ;
- f) le communisme en tant que système économique et politique.

Or, ces problèmes se posaient dans la pratique des luttes nouvelles ; il fallait tenter de les résoudre ou disparaître en tant que forces neuves. La nécessité d'un renouvellement des idées, par conséquent, se faisait pressante ; mais les cadres du parti — s'ils avaient eu le courage de quitter leurs anciens postes — ne pensaient plus maintenant qu'à reconstituer le nouveau parti sur le modèle de l'ancien, en évitant ses mauvais côtés, en peignant ses buts en rouge et non plus en rose et blanc. D'autre part, il va sans dire que les idées nouvelles souffraient d'un manque d'élaboration et de netteté, qu'elles ne se présentaient pas comme un tout harmonieux, tombé du ciel ou d'un cerveau unique. Plus prosaïquement, elles provenaient en partie du vieux fond idéologique, le neuf y côtoyait l'ancien et s'y mêlait. En bref, les jeunes militants du K.P.D. ne s'opposaient pas de façon massive et résolue à leur direction, mais ils étaient faibles et divisés sur bien des questions.

LE PARLEMENTARISME

Le K.P.D., dès sa formation, se divisa sur l'ensemble des problèmes soulevés par la notion nouvelle des « organisations d'usines ». Le gouvernement provisoire, dirigé par le social-démocrate Ebert, avait annoncé des élections pour une Assemblée constituante. Le jeune parti devait-il participer à ces élections, même pour les dénoncer ? Cette question provoqua des discussions très vives au Congrès. La grande majorité des ouvriers exigeait le refus de toute participation aux élections. Au

(1) On trouvera la traduction du compte rendu de ce Congrès, réunie à d'autres matériaux intéressants, dans A. Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin, Cahiers Spartacus, octobre-novembre 1949.*

contraire, la direction du parti, y compris Liebknecht et Luxembourg, se prononçait pour une campagne électorale. La direction fut battue aux voix, la majorité du parti se déclara anti-parlementaire. Selon cette majorité, la Constituante n'avait pas d'autre objet que de consolider le pouvoir de la bourgeoisie en lui donnant une base « légale ». A l'inverse, les éléments prolétariens du K.P.D. tenaient surtout à rendre plus actifs, « activer » les Conseils Ouvriers existants et à naître ; ils voulaient donc mettre en valeur la différence entre démocratie parlementaire et démocratie ouvrière en répandant le mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Conseils Ouvriers ».

La direction du K.P.D. voyait dans cet anti-parlementarisme, non pas un renouvellement, mais une régression vers des conceptions syndicalistes et anarchistes, comme celles qui se manifestèrent au début du capitalisme industriel. En réalité, l'anti-parlementarisme du nouveau courant n'avait pas grand chose de commun avec le « syndicalisme révolutionnaire » et « l'anarchisme ». Il en représentait même, à bien des égards, la négation. Tandis que l'anti-parlementarisme des libertaires s'appuyait sur le refus du pouvoir politique, et en particulier de la dictature du prolétariat, le nouveau courant considérait l'anti-parlementarisme comme une condition nécessaire à la prise du pouvoir politique. Il s'agissait donc d'un anti-parlementarisme « marxiste ».

LES SYNDICATS

Sur la question des activités syndicales, la direction du K.P.D. avait, naturellement, une façon de voir différente de celle du courant « organisations d'usines ». Cela donna lieu également à des discussions, peu de temps après le Congrès (et aussi l'assassinat de Karl et de Rosa).

Les propagandistes des Conseils mettaient en avant le mot d'ordre « sortez des syndicats ! Adhérez aux organisations d'usines ! Formez des Conseils Ouvriers ». Mais la direction du K.P.D. déclarait : « restez dans les syndicats ! » Elle ne pensait pas, il est vrai, « conquérir » les centrales syndicales, mais elle croyait possible de « conquérir » la direction de quelques branches locales. Si ce projet prenait corps, alors on pourrait réunir ces organisations locales dans une nouvelle centrale qui, elle, serait révolutionnaire.

Là encore, la direction du K.P.D. essuya une défaite. La plupart de ses sections refusèrent d'appliquer ses instructions. Mais la direction décida de maintenir ses positions, fût-

ce au prix de l'exclusion de la majorité de ses membres ; elle fut soutenue par le parti russe et son chef, Lénine, qui rédigea à cette occasion sa néfaste brochure sur « La maladie infantile ». Cette opération se fit au Congrès de Heidelberg (octobre 1919) où, par diverses machinations, la direction parvint à exclure de façon « démocratique » plus de la moitié du parti... Désormais le parti communiste allemand était en mesure de mener sa politique parlementaire et syndicale (avec des résultats plutôt piteux) ; l'exclusion des révolutionnaires lui permit de s'unir, un peu tard (octobre 1920), avec une partie des socialistes de gauche (et de quadrupler en nombre : mais pour trois ans seulement). En même temps, le K.P.D. perdait ses éléments les plus combattifs et devait se soumettre inconditionnellement aux volontés de Moscou.

LE PARTI OUVRIER-COMMUNISTE (K.A.P.D.)

Quelques temps après, les exclus formèrent un nouveau parti : le K.A.P.D. Ce parti entretenait des rapports étroits avec l'A.A.U.D. Dans les mouvements de masse, qui eurent lieu au cours des années suivantes, le K.A.P.D. fut une force qui compta. On redoutait autant sa volonté et sa pratique d'actions directes et violentes que sa critique des partis et des syndicats, sa dénonciation de l'exploitation capitaliste sous toute ses formes, et d'abord à l'usine, bien entendu ; sa presse et ses publications diverses participent souvent de ce que la littérature marxiste offrait de meilleur à cette époque de décadence du mouvement ouvrier marxiste, et cela, bien que le K.A.P.D. s'embarassât encore de vieilles traditions.

LE K.A.P.D. ET LES DIVERGENCES AU SEIN DE L'A.A.U.D.

Quittons maintenant les partis, et revenons au mouvement des « organisations d'usines ». Ce jeune mouvement démontrait que d'importants changements s'étaient produits dans la conscience du monde ouvrier. Mais ces transformations avaient eu des conséquences variées ; différents courants de pensée se révélaient très distinctement dans l'A.A.U.D. L'accord était général sur les points suivants :

- a) la nouvelle organisation devait s'efforcer de grandir ;
- b) sa structure devait être conçue de manière à éviter la constitution d'une nouvelle clique de dirigeants ;

- c) cette organisation devrait organiser la dictature du prolétariat lorsqu'elle rassemblerait des millions de membres.

Deux points provoquaient des antagonismes insurmontables :

- a) nécessité ou non d'un parti politique en dehors de l'A.A.U.D. ;
b) gestion de la vie économique et sociale.

Au début, l'A.A.U.D. n'avait que des rapports assez vagues avec le K.P.D. ; aussi ces divergences n'avaient-elles pas de portée pratique. Les choses changèrent avec la fondation du K.A.P.D. L'A.A.U.D. coopéra étroitement avec le K.A.P.D. et ceci contre la volonté d'un grand nombre de ses adhérents, surtout en Saxe, à Francfort, Hambourg, etc... (il ne faut pas oublier que l'Allemagne était encore extrêmement décentralisée, et ce découpage se répercutait aussi sur la vie des organisations ouvrières). Les adversaires du K.A.P.D. dénoncèrent la formation en son sein d'une « clique de dirigeants » et, en décembre 1920, formèrent l'A.A.U.D.-E. (E : Einheitsorganisation, organisation unitaire) qui repoussait tout isolément d'une partie du prolétariat dans une organisation « spécialisée », un parti politique.

LA PLATE-FORME COMMUNE

Quels étaient les arguments des trois courants en présence ? Il y avait unité de vue dans l'analyse du monde moderne. En gros, tout le monde reconnaissait que la société avait changé : au XIXe siècle, le prolétariat ne formait qu'une minorité restreinte dans la Société ; il ne pouvait lutter seul et devait chercher à se concilier d'autres classes, d'où la stratégie démocratique de Marx. Mais ces temps étaient révolus à tout jamais, du moins dans les pays développés d'Occident. Là le prolétariat constituait maintenant la majorité de la population tandis que toutes les couches de la bourgeoisie s'unifiaient derrière le grand Capital, lui-même unifié. Désormais, la révolution était l'affaire du prolétariat *seul*. Elle était inévitable, car le capitalisme était entré dans sa crise mortelle (on n'oubliera pas que cette analyse date des années 20 à 30).

Si la société avait changé, en Occident du moins, alors la conception même du communisme devait changer, elle aussi. Il se révélait, d'ailleurs, que les vieilles idées, appliquées par les vieilles organisations, représentaient tout le contraire d'une émancipation sociale. C'est par exemple, ce que soulignait

en 1924 Otto Ruehle, l'un des principaux théoriciens de l'A.A.U.D.-E. :

« La nationalisation des moyens de production, qui continue d'être le programme de la social-démocratie en même temps que celui des communistes, n'est pas la socialisation. A travers la nationalisation des moyens de production, on peut arriver à un capitalisme d'Etat fortement centralisé, qui aura peut-être quelque supériorité sur le capitalisme privé, mais qui n'en sera pas moins un capitalisme ».

Le communisme résulterait de l'action des ouvriers, de leur lutte active et surtout « par eux-mêmes ». Pour cela, il fallait d'abord que se créent de nouvelles organisations. Mais que seraient ces organisations ? Là les opinions divergeaient et ces antagonismes aboutissaient à des scissions. Elles furent nombreuses. Tandis que la classe ouvrière cessait progressivement d'avoir une activité révolutionnaire, que ses formations officielles n'avaient d'action que spectaculaire autant que dérisoire, ceux qui voulaient agir ne faisaient qu'exprimer, à leur corps défendant, la décomposition générale du mouvement ouvrier. Néanmoins, il n'est pas inutile de rappeler, ici, leurs divergences.

LA DOUBLE ORGANISATION

Le K.A.P.D. repoussait l'idée de parti de masse, dans le style léniniste qui prévalut après la révolution russe, et soutenait qu'un parti révolutionnaire est nécessairement le parti d'une élite, petit donc, mais basé sur la qualité et non sur le nombre. Le parti, rassemblant les éléments les mieux éduqués du prolétariat, devrait agir comme un levain dans les masses, c'est-à-dire diffuser la propagande, entretenir la discussion politique, etc... La stratégie qu'il recommandait, c'était la stratégie *classe contre classe*, basée à la fois sur la lutte dans les usines et le soulèvement armé — parfois même, en préliminaire, l'action terroriste (actions à la bombe, pillage des banques, des wagons-postaux, coffres d'usines, etc fréquents au début des années 20). La lutte dans les usines, dirigée par des comités d'action aurait pour effet de créer l'atmosphère et la conscience de classe nécessaires aux actions de masse et d'amener des masses toujours plus larges de travailleurs à se mobiliser pour les luttes décisives.

Herman Gorter, l'un des principaux théoriciens de ce courant, justifiait ainsi la nécessité d'un petit parti politique communiste :

« La plupart des prolétaires sont dans l'ignorance. Ils ont de faibles notions d'écono-

mie et de politique, ne savent pas grand' chose des événements nationaux et internationaux, des rapports qui existent entre ces derniers et de l'influence qu'ils exercent sur la révolution. Ils ne peuvent accéder au savoir en raison de leur situation de classe. C'est pourquoi ils ne peuvent agir au moment qui convient. Ils se trompent très souvent ».

Ainsi, le parti sélectionné aurait une mission éducatrice, il ferait office de catalyseur au niveau des idées. Mais la tâche de regrouper progressivement les masses, de les organiser, reviendrait à l'A.A.U.D., appuyée sur un réseau d'organisations d'usines, et dont l'objectif essentiel serait de contrebattre et de ruiner l'influence des syndicats ; par la propagande, certes, mais aussi et surtout par des actions acharnées, celles « d'un groupe qui montre dans sa lutte ce que doit devenir la masse » (1), disait encore Gorter. Finalement, au cours de la lutte révolutionnaire, les organisations d'usines se transformeraient en Conseils Ouvriers, englobant tous les travailleurs et directement soumis à leur volonté, à leur contrôle. En bref, la « dictature du prolétariat » ne serait rien d'autre qu'une A.A.U.D. étendue à l'ensemble des usines allemandes.

LES ARGUMENTS DE L'A.A.U.D.-E.

Opposée au parti politique séparé des organisations d'usines, l'A.A.U.D.-E. voulait édifier une grande organisation unitaire qui aurait pour tâche de mener la lutte pratique directe des masses et aussi, plus tard, d'assumer la gestion de la société sur la base du système des Conseils Ouvriers. Ainsi donc la nouvelle organisation aurait-elle des objectifs à la fois économiques et politiques. D'un côté cette conception différerait du « vieux syndicalisme révolutionnaire » qui s'affirmait hostile à la constitution d'un pouvoir politique spécifiquement ouvrier et à la dictature du prolétariat. D'un autre côté, l'A.A.U.D.-E., tout en admettant que le prolétariat est faible, divisé et ignorant, et qu'un enseignement continu lui est donc nécessaire, ne voyait pas pour autant l'utilité d'un parti d'élite, style K.A.P.D. Les organisations d'usines suffisaient à ce rôle d'éducation puisque la liberté de parole et de discussion y était assurée.

Il est caractéristique que l'A.A.U.D.-E. adressait au K.A.P.D. une critique dans « l'esprit

K.A.P. » : d'après l'A.A.U.D.-E., le K.A.P.D. était un parti centralisé, doté de dirigeants professionnels et de rédacteurs appointés, qui ne se distinguait du parti communiste officiel que par son rejet du parlementarisme ; la « double organisation » n'étant rien d'autre alors que l'application d'une politique de la « double mangeoire » au profit des dirigeants. La plupart des tendances de l'A.A.U.D.-E., quant à elles, repoussaient l'idée de dirigeants rémunérés : « ni cartes, ni statuts, ni rien de ce genre », disait-on. Certains allèrent même jusqu'à fonder des organisations anti-organisations...

En gros donc, l'A.A.U.D.-E. soutenait que si le prolétariat est trop faible ou trop aveugle pour prendre des décisions au cours de ses luttes, ce n'est pas une décision prise par un parti qui pourra y remédier. Personne ne peut agir à la place du prolétariat et il doit, par lui-même, surmonter ses propres défauts, sans quoi il sera vaincu et paiera lourdement le prix de son échec. La double organisation est une conception périmée, vestige de la tradition : parti politique et syndicats.

Cette séparation entre les trois courants : K.A.P., A.A.U. et A.A.U.-E. eut des conséquences dans la pratique. Ainsi lors de l'insurrection d'Allemagne centrale, en 1921, qui fut déclenchée et menée en grande partie par des éléments armés du K.A.P.D. (alors encore reconnus comme sympathisants de la III^e Internationale) l'A.A.U.D.-E. refusa de participer à cette lutte destinée, d'après elle, à camoufler les difficultés russes et la répression de Cronstadt.

Malgré un émiettement continu, que précipitaient des polémiques très vives et trop souvent embrouillées par des questions de personnes, en dépit d'outrances provoquées par une déception et un désespoir profonds, « l'esprit K.A.P. », c'est-à-dire l'insistance sur l'action directe et violente, la dénonciation passionnée du capitalisme et de ses lieutenants ouvriers de toutes couleurs politiques et syndicales (y compris « les maires du palais » de Moscou), exerça longtemps une influence sensible dans les masses. Il faut ajouter que toutes ces tendances disposaient d'une presse importante (1), généralement alimentée en ar-

(1) H. Gorter, *Réponse à Lénine (1920) Paris, 1930, page 37.*

(1) On considérait dans le K.A.P. que la réaction des journaux devait être « tournante », c'est-à-dire prise en charge à tour de rôle par les différentes sections locales du parti, ceci afin d'éviter la formation d'une « clique » spécialisée dans la manipulation.

gent par des moyens illégaux, et que souvent réduits au chômage, en raison de leur comportement subversif, leurs membres étaient extrêmement actifs, dans la rue, dans les réunions publiques, etc...

LE MECOMPTÉ

On avait cru que la soudaine croissance des organisations d'usines en 1919 et 1920, continuerait à peu près à la même cadence au cours des luttes à venir. On avait cru que les organisations d'usines deviendraient un grand mouvement de masses, groupant « des millions et des millions de communistes conscients », lequel contrebalancerait le pouvoir des syndicats prétendument ouvriers. Partant de cette juste hypothèse que le prolétariat ne peut lutter et vaincre que comme *classe organisée*, on croyait que les travailleurs élaboreraient chemin faisant une nouvelle et toujours croissante organisation permanente. C'est à la croissance de l'A.A.U., de l'A.A.U.-E., qu'on pouvait mesurer le développement de la combativité et de la conscience de classe.

Après une période d'expansion économique accélérée (1923-29) une nouvelle période s'ouvrit qui devait aboutir en 1933 à la prise du pouvoir, légale, par les hitlériens. Cependant, l'A.A.U., le K.A.P. et l'A.A.U.-E. se repliaient de plus en plus sur eux-mêmes. A la fin, il ne restait plus que quelques centaines d'adhérents, vestige des grandes organisations d'usines d'antan, ce qui signifiait l'existence de petits noyaux, ça et là, sur un total de 20 millions de prolétaires. Les organisations d'usines n'étaient plus des organisations « générales » des travailleurs, mais des noyaux de communistes-de-conseils conscients. Dès lors, l'A.A.U.D. comme l'A.A.U.D.-E. revêtaient le carac-

Mais les détails manquent sur cette expérience du plus haut intérêt, qui fut effectivement mise en pratique. Il faut reconnaître cependant que la lecture des divers organes du Rätekommunismus en général ne permet pas de déceler des différences sensibles d'idées, de présentation, etc..., d'un numéro à l'autre. (Signalons que vers la fin de 1968 la réalisation d'un projet analogue fut entreprise à Paris ; mais le mensuel « Passer Outre » disparut après trois numéros, faute sans doute d'un corps d'idées commun à l'ensemble des participants, d'un degré de maturité et d'homogénéité politique suffisant).

tère de petits partis politiques, même si leur presse prétendait le contraire.

LES FONCTIONS

Est-ce spécialement le petit nombre de leurs adhérents qui transforma à la longue, les organisations d'usines en parti politique ? Non. C'était un changement de fonction. Quoique les organisations d'usines n'eussent jamais eu pour tâche proclamée de diriger une grève, de négocier avec les patrons, de formuler des revendications (c'était l'affaire des grévistes), l'A.A.U. et l'A.A.U.-E. étaient des organisations de lutte pratique. Elles se bornaient à des activités de propagande et de soutien. Toutefois, la grève étant déclenchée, les organisations d'usines s'occupaient en grande partie de l'organisation de la grève ; elles organisaient les assemblées de grève et les orateurs y étaient très souvent des membres de l'A.A.U. ou de l'A.A.U.-E. Mais la charge de conduire les négociations avec les patrons revenait au comité de grève où les membres de l'organisation d'usines ne représentaient pas leur groupe comme tel, mais les grévistes qui les avaient élus et devant lesquels ils étaient responsables.

Le parti politique K.A.P.D. avait une autre fonction. Sa tâche consistait surtout en propagande, en analyse économique et politique. Au moment des élections, il faisait de la propagande anti-parlementaire pour dénoncer la politique bourgeoise des autres partis, appeler à former des comités d'action dans les usines, sur les marchés, parmi les chômeurs, etc... dont le but était d'inciter les masses, qui « cherchent instinctivement de nouveaux rivages », à se libérer des vieilles organisations.

CHANGEMENT DE FONCTION

Mais en fait, après l'échec et la répression sanglante de 1921, puis avec la vague de prospérité qui ne tarda pas de se manifester, ces fonctions devinrent purement théoriques. Dès lors, l'activité de ces organisations fut réduite à la propagande pure et à l'analyse, c'est-à-dire à une activité de groupement politique. Découragés par l'absence de perspectives révolutionnaires, les adhérents quittèrent pour la plupart l'organisation. La réduction des effectifs eut aussi pour conséquence que l'usine ne constituait plus la base de l'organisation. On se réunissait sur la base du quartier, dans une braserie, où l'on chantait parfois, à l'allemande, en chœur, avec lenteur, les vieux chants ouvriers d'espoir et de colère.

Il n'y avait plus grande différence entre le

K.A.P.D., l'A.A.U.D. et l'A.A.U.D.-E.. Pratiquement, les membres de l'A.A.U. et du K.A.P. se retrouvaient les mêmes à des réunions nominale-ment différentes et ceux de l'A.A.U.D.-E. étaient membres d'un groupe politique, même s'ils lui donnaient un autre nom. Anton Pannekoek, le marxiste hollandais qui fut l'un de leurs inspireurs théoriques à tous (mais surtout du K.A.P.D.), écrivait à ce propos (1927) :

« L'A.A.U., de même que le K.A.P.D., constituent essentiellement une organisation ayant pour but immédiat la révolution. En d'autres temps, dans une période de déclin de la révolution, on n'aurait absolument pas pu penser à fonder une telle organisation. Mais elle a survécu aux années révolutionnaires ; les travailleurs qui la fondèrent autrefois et combattirent sous ses drapeaux ne veulent pas laisser se perdre l'expérience de ces luttes et la conservent comme une bouture pour les développements à venir ».

Et, en premier lieu, trois partis politiques de la même couleur, c'était deux de trop. Avec la montée des périls, tandis que s'affirmait la lâcheté sans nom des vieilles et soi-disant puissantes organisations ouvrières, tandis que les nazis entamaient triomphalement le chemin qui devait les mener où l'on sait aujourd'hui, l'A.A.U., en décembre 1931, séparée déjà du K.A.P., fusionna avec l'A.A.U.-E., seuls quelques éléments demeurèrent dans le K.A.P.D., et quelques autres, de l'A.A.U.D.-E. rejoignirent les rangs anarchistes. Mais la plupart des survivants des organisations d'usines se regroupèrent dans la nouvelle organisation, la K.A.U.D. (Kommunistische Arbeiter Union : Union Ouvrière Communiste), exprimant ainsi l'idée que cette dernière n'était plus une organisation « générale (comme l'était l'A.A.U., par exemple) réunissant tous les travailleurs animés d'une volonté révolutionnaire, mais bien des travailleurs communistes conscients.

LA CLASSE ORGANISEE

La K.A.U.D. exprimait donc le changement intervenu dans les conceptions de l'organisation. Ce changement avait un sens ; il faut se souvenir de ce que signifiait jusqu'alors la notion de « classe organisée ». L'A.A.U.D. et l'A.A.U.D.-E. avaient cru tout d'abord que ce seraient elles qui organiseraient la classe ouvrière, que des millions d'ouvriers adhèreraient à leur organisation. C'était au fond une idée très proche de celle des syndicalistes révolutionnaires d'autrefois qui s'attendaient à

voir tous les travailleurs adhérer à leurs syndicats : alors que la classe ouvrière serait enfin une classe organisée.

Maintenant la K.A.U.D. incitait les ouvriers à organiser eux-mêmes leurs comités d'action et à créer des liaisons entre ces comités. Autrement dit, la lutte de classe « organisée » ne dépendait plus d'une organisation bâtie préalablement à toute lutte. Dans cette nouvelle conception, la « classe organisée » devenait la classe ouvrière luttant sous sa propre direction.

Ce changement de conception avait des conséquences par rapport à de nombreuses questions : la dictature du prolétariat, par exemple. En effet, puisque la « lutte organisée » n'était pas l'affaire exclusive d'organisations spécialisées dans sa direction, celles-ci ne pouvaient plus être considérées comme les organes de la dictature du prolétariat. Du même coup disparaissait le problème qui, jusqu'alors, avait été cause de multiples conflits, à savoir : qui du K.A.P. ou de l'A.A.U. devait exercer ou organiser le pouvoir ? La dictature du prolétariat ne serait plus l'apanage d'organisations spécialisées, elle se trouverait dans les mains de la classe en lutte, assumant tous les aspects, toutes les fonctions de la lutte. La tâche de la nouvelle organisation, la K.A.U.D., se réduirait donc à une propagande communiste, clarifiant les objectifs, incitant la classe ouvrière à la lutte contre les capitalistes et les anciennes organisations, au moyen tout d'abord de la grève sauvage, et tout en lui montrant ses forces et ses faiblesses. Cette activité n'en était pas moins indispensable. Et la plupart des membres de la K.A.U. continuaient de penser que « sans une organisation révolutionnaire capable de frapper fort, il ne peut y avoir de situation révolutionnaire comme l'ont démontré la révolution russe de 1917 et, en sens contraire, la révolution allemande de 1918 » (1).

LA SOCIETE COMMUNISTE ET LES ORGANISATIONS D'USINES

Cette évolution dans les idées devait nécessairement s'accompagner d'une révision des notions admises en ce qui concerne la société communiste. D'une façon générale, l'idéologie qui dominait dans les milieux politiques et

(1) Rätekorrespondenz, n2 °, novembre 1932 (organe clandestin, ronéoté, de la K.A.U., dont la presse, dès ce moment, était régulièrement saisie par ordre des autorités social-démocrates de Prusse).

dans les masses était taxée sur la création d'un capitalisme d'Etat. Bien entendu, il y avait des nuances multiples, mais toute cette idéologie pouvait se ramener à quelques principes très simples : l'Etat, au travers des nationalisations, de l'économie dirigée, des réformes sociales etc, représente le levier permettant de réaliser le socialisme, tandis que l'action parlementaire et syndicale représente pour l'essentiel les moyens de lutte. Dès lors, les travailleurs ne luttent guère comme une classe indépendante, visant avant tout à réaliser ses fins propres ; ils doivent confier « la gestion et la direction de la lutte de classe » à des chefs parlementaires et syndicaux. Selon cette idéologie, il va donc sans dire que partis et syndicats devront servir d'éléments de base à l'Etat ouvrier, assumer en commun la gestion de la société communiste de l'avenir.

Au cours d'une première phase, celle qui suivit l'échec des tentatives révolutionnaires en Allemagne, cette tradition imprégnait encore fortement les conceptions de l'A.A.U., du K.A.P. et de l'A.A.U.-E. Tous trois se prononçaient pour une organisation groupant « des millions et des millions » d'adhérents, afin d'exercer la dictature politique et économique du prolétariat. Ainsi, en 1922, l'A.A.U. déclarait qu'elle était en mesure de reprendre à son compte, sur la base de ses effectifs, « la gestion de 6 % des usines » allemandes.

Mais ces conceptions chancelaient maintenant. Jusqu'alors, comme nous l'avons vu, les centaines d'organisations d'usines, réunies et coordonnées par l'A.A.U. et l'A.A.U.-E., réclamaient le maximum d'indépendance quant aux décisions à prendre et faisaient de leur mieux pour éviter la formation d'une « nouvelle clique de dirigeants ». Serait-il possible cependant, de conserver cette indépendance au sein de la vie sociale communiste ? La vie économique est hautement spécialisée et toutes les entreprises sont étroitement interdépendantes. Comment pourrait-on gérer la vie économique si la production et la répartition des richesses sociales ne revenait pas à quelques instances centralisatrices ? L'Etat en tant que régulateur de la production et organisateur de la répartition, l'Etat n'était-il pas indispensable ?

Il y avait là une contradiction entre les vieilles conceptions de la société communiste et la nouvelle forme de lutte qu'on préconisait maintenant. On redoutait la centralisation économique et ses conséquences clairement démontrées par les événements ; mais on ne savait comment se prémunir contre cela. La discussion portait sur la nécessité et le degré

plus ou moins grands du « fédéralisme », ou du « centralisme ». L'A.A.U.-E. penchait plutôt vers le fédéralisme ; le K.A.P.-A.A.U. inclinait plus au centralisme. En 1923, Karl Schroeder (1), théoricien du K.A.P.D., proclamait que « plus la société communiste sera centralisée et mieux ce sera ».

En fait, tant qu'on demeurait sur la base des anciennes conceptions de la « classe organisée », cette contradiction était insoluble. D'une part, on se ralliait plus ou moins aux vieilles conceptions du syndicalisme révolutionnaire, la « prise » en main des usines par les syndicats ; d'autre part, comme les bolcheviks, on pensait qu'un appareil centralisateur, l'Etat, doit régler le processus de production et répartir le « revenu national » entre les ouvriers.

Toutefois, une discussion au sujet de la société communiste, en partant du dilemme « fédéralisme ou centralisme », est absolument stérile. Ces problèmes sont des problèmes d'organisation, des problèmes *techniques*, alors que la société communiste est d'abord un problème *économique*. Au capitalisme doit succéder une autre *système économique*, où les moyens de production, les produits, la force de travail ne revêtent pas la forme de la « valeur » et où l'exploitation de la population laborieuse au profit de couches privilégiées a disparu. La discussion sur « fédéralisme ou centralisme » est dépourvue de sens, si l'on n'a pas montré auparavant quelle sera la base économique de ce « fédéralisme » ou de ce « centralisme ». En effet, les formes d'organisation d'une économie donnée ne sont pas des formes arbitraires ; elles dérivent des principes mêmes de cette économie. Ainsi, le principe du profit et de la plus-value, de son appropriation privée ou collective, se trouve-t-il à la base de toutes les formes revêtues par une économie capitaliste. C'est pourquoi il est insuffisant de présenter l'économie communiste comme un système négatif : pas d'argent, pas de marché, pas de propriété privée ou d'Etat. Il est nécessaire de mettre en lumière

(1) Karl Schroeder (1884-1950) combattant spartakiste, dont la tête fut mise à prix en 1919, puis dirigeant professionnel du K.A.P.D. en fut exclu en 1924 ; il devint ensuite fonctionnaire du parti socialiste. Il fut l'un des rares dirigeants de ce parti à organiser une « résistance » au nazisme. Condamné en 1936 avec d'autres anciens du K.A.P., il tient aujourd'hui une place honorable dans le « martyrologue » du socialisme allemand.

son caractère de système positif, montrer quelles seront les lois économiques qui succéderont à celles du capitalisme. Cela fait, il est probable que l'alternative « fédéralisme ou centralisme » apparaîtra comme un faux problème.

LA FIN DU MOUVEMENT EN ALLEMAGNE

Avant d'examiner plus longuement cette question, il n'est pas inutile de rappeler le destin, dans la pratique, du courant issu des organisations révolutionnaires d'usines.

L'A.A.U.D. commença à se détacher du K.A.P.D. vers la fin de 1929. Sa presse préconisait alors une « tactique souple » : le soutien des luttes ouvrières ayant uniquement pour but des revendications de salaires, l'aménagement des conditions ou horaires de travail. Plus rigide le K.A.P. voyait dans cette tactique l'amorce d'un glissement vers la collaboration de classe, la « politique de maquignonnage » (1). Un peu plus tard, certains KAPistes en arrivèrent même à prôner le terrorisme individuel comme moyen d'amener les masses à la conscience de classe. Marinus van der Lubbe qui, agissant solitairement, mit le feu au Reichstagsgebäude, était en liaison avec ce courant. En incendiant l'immeuble qui abritait le parlement, il voulait par un geste symbolique inciter les ouvriers à sortir de leur léthargie politique...

Ni l'une ni l'autre de ces tactiques n'eut de résultats. L'Allemagne traversait alors une crise économique d'une profondeur extrême, les chômeurs pululaient : il n'y avait pas de grèves sauvages, s'il est vrai que nul ne se souciait des directives syndicales, les syndicats collaborant étroitement avec les patrons et l'Etat. La presse des communistes-de-Conseils était fréquemment saisie ; mais de toute façon

(1) Ainsi l'un des dirigeants du parti fut exclu sous prétexte qu'il avait « pactisé » avec l'ennemi en publiant un roman dans la maison d'édition du Parti communiste allemand. Il s'agissait d'Adam Scharrer (1889-1948) ouvrier serrurier, puis combattant spartakiste. Ensuite dirigeant professionnel du K.A.P.D. dont il fut exclu en 1930. Comme Schroeder, il est romancier, mais il s'oriente dans l'autre direction : à partir de 1934, il réside à Moscou. Il est considéré aujourd'hui, en Allemagne de l'Est, comme un « pionnier de la littérature prolétarienne ». Il va sans dire que certains traits de son passé demeurent cachés au public.

ses appels à la formation de comités autonomes d'action ne rencontraient aucun écho. Ironie de l'histoire : la seule grande grève sauvage de l'époque, celle des transports berlinois (1932), fut soutenue par les bonzes stalinien et hitlériens contre les bonzes socialistes des syndicats.

Après l'accession légale d'Hitler au pouvoir, les militants des diverses tendances furent traqués et enfermés dans des camps de concentration où beaucoup d'entre eux disparurent. En 1945, quelques survivants furent exécutés sur ordre du Guépéou, lors de l'entrée en Saxe des armées russes. En 1952 encore, à Berlin-Ouest, un ancien chef de l'A.A.U.D., Alfred Weiland, était enlevé en pleine rue et transféré à l'Est pour s'y voir condamné à une lourde peine de prison.

A l'heure actuelle, il ne reste plus trace en Allemagne des divers courants du communisme de conseils en tant que tel. La liquidation des hommes a entraîné celle des idées dont ils étaient porteurs, tandis que l'expansion et la prospérité orientaient les esprits dans d'autres directions. Et, comme on le sait, c'est seulement ces toutes dernières années que ses conceptions propres de l'action de masse extra-parlementaire et extra-syndicale connaissent de nouveaux développements, sans qu'on puisse pour autant parler de « filiation » idéologique directe. Mais revenons maintenant au problème de l'économie communiste, pour voir en quoi les réflexions théoriques de ce mouvement peuvent contribuer à enrichir notre connaissance de la lutte pour le Pouvoir Ouvrier.

FONDEMENTS ECONOMIQUES DU COMMUNISME

Il fallait pour approfondir ces problèmes, que l'A.A.U. se fût libérée des vieilles traditions de la « classe organisée », qu'elle ait compris que la classe ouvrière ne peut réaliser son unité réelle que dans sa lutte en masse, globale, et en dehors des organisations spécialisées qui ne représentent au mieux que les aspects fragmentaires d'une phase périmée des aspirations et des objectifs prolétariens. En 1930, l'A.A.U. publia une étude rédigée par le groupe des communistes-de-conseils de Hollande (1) et qui était intitulée : Grundprinzipien flommunistischer Produktion und Verteilung (Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes).

(1) Sur ce groupe, voir Annexe I.

Cette analyse n'entend pas proposer un « plan » quelconque, montrer comment on pourrait édifier une société « plus belle », « plus équitable ». Elle ne s'intéresse qu'aux problèmes d'organisation de l'économie communiste et lie dans une unité organique, pratique de la lutte de classe et gestion sociale. Les « Principes » tirent donc au niveau théorique, les conséquences économiques de la lutte éventuellement menée au niveau de l'action politique par les mouvements de masse indépendants. Lorsque les Conseils Ouvriers auront pris le pouvoir, et parce qu'ils auront appris à « gérer leur lutte » eux-mêmes directement, par un effort constant, ils se trouveront contraints de donner de nouvelles bases à leur pouvoir en introduisant consciemment des lois économiques nouvelles où la mesure du temps de travail sera le pivot de la production et de la répartition du produit social global. Les travailleurs sont capables de gérer eux-mêmes la production mais cela n'est possible qu'en calculant le temps de travail dans les différentes branches de la production, au sens le plus large, et en répartissant les produits à l'aide de cette mesure.

Les « Principes » examinent ce problème du point de vue du travailleur exploité qui n'aspire pas seulement à l'abolition de la propriété privée, mais bien à celle de l'exploitation. Or, l'histoire de notre époque a montré que la suppression de la propriété privée, si elle est nécessaire, ne coïncide pas obligatoirement avec celle de l'exploitation. Aussi doit-on serrer de plus près cette question.

Le mouvement anarchiste a compris cette nécessité beaucoup plus tôt que les marxistes, et ses théoriciens lui ont accordé une attention soutenue. Toutefois, leurs conceptions, en fin de compte, n'ont pas été totalement différentes. Si les marxistes, sociaux-démocrates ou bolchévicks voulaient faire passer, sans rien changer de fondamental à ses mécanismes, la production capitaliste, arrivée au stade des monopoles, sous le contrôle d'un Etat dit ouvrier, les théoriciens anarchistes préconisaient une fédération de communes libres et repoussaient tout Etat. C'était cependant pour le reconstituer sous une autre forme. Ce point étant souvent controversé, nous allons en donner ici un exemple.

L'un des théoriciens les plus connus de l'anarchisme, Sébastien Faure, exposait que les habitants d'une commune auraient à recenser leurs besoins et leurs possibilités de productions ; puis, disposant de « l'état global des besoins de la consommation et des possibilités

de la production, région par région, le Comité National fixe et fait connaître à chaque comité Régional de quelles quantités de produits sa région peut disposer et quelle somme de production elle doit fournir. Muni de ces indications, chaque comité Régional fait pour sa région le même travail : il fixe et fait connaître à chaque comité Communal de quoi se commune dispose et ce qu'elle a à fournir. Ce dernier en fait autant à l'égard des habitants de la commune ». (1)

Certes, Sébastien Faure avait auparavant précisé que :

« Toute cette vaste organisation a pour base et principe vérificateur la libre entente »,

mais un système économique exige des principes économiques et non des proclamations nobles. On peut faire la même chose à propos de la citation suivante de Hilferding, le célèbre théoricien social-démocrate, car là aussi le principe économique manque :

« Les commissaires communaux, régionaux et nationaux de la société socialiste décident comment et où, en quelle quantité et par quels moyens l'on tirera des nouveaux produits des conditions de production naturelles ou artificielles. A l'aide de statistique de production et de consommation couvrant l'ensemble des besoins sociaux, ils transforment la vie économique toute entière d'après les besoins qu'expriment ces statistiques ». (2)

Ainsi la différence entre ces deux points de vue fondamentaux n'est pas très sensible. Toutefois les anarchistes ont eu le mérite historique de mettre en avant le mot d'ordre essentiel : « abolition du salariat ». Dans cette perspective cependant, le « Comité National », le « bureau de la statistique », etc... ce que les marxistes appellent le « gouvernement du peuple », est censé pratiquer « l'économie en nature » c'est-à-dire une économie où l'argent n'a plus cours. Le logement, les aliments, le courant électrique, les transports, etc, tout cela est « gratuit ». Une certaine part de biens et services demeure toutefois payable en monnaie (généralement indexée sur le rapport population-consommation).

Mais en dépit des apparences, cette manière de supprimer le salaire ne signifie pas l'aboli-

(1) S. Faure, *Mon Communisme*, Paris 1921, page 227.

(2) R. Hilferding, *Das Finanzkapital*, page 1.

tion de l'exploitation et ne signifie pas non plus la liberté sociale. En effet, plus s'agrandit le secteur de l'économie « en nature », plus les travailleurs dépendent de la fixation de leurs « revenus » par l'appareil de répartition. Il existe un exemple d'économie « sans argent », où les échanges avaient lieu en « nature », du moins pour la plus grande partie, avec le logement, l'éclairage, etc., « gratuits ». C'est la période du « communisme de guerre » en Russie. On a pu voir alors, non seulement que ce système n'était pas viable durablement, mais encore qu'il pouvait coexister avec un régime fondé sur une domination de classe.

La réalité nous a donc appris :

- a) qu'il est possible de supprimer la propriété privée sans abolir l'exploitation ;
- b) qu'il est possible de supprimer le salariat sans abolir l'exploitation.

S'il en est ainsi, le problème de la révolution prolétarienne se pose pour l'exploité dans les termes suivants :

- quelles sont les conditions économiques qui permettent d'abolir l'exploitation ?
- quelles sont les conditions économiques qui permettent au prolétariat de conserver le pouvoir, une fois ce dernier conquis, et de couper les racines de la contre-révolution ?

Bien que les « Principes » étudient les fondements économiques du communisme, le point de départ en est plus politique qu'économique. Pour les ouvriers il n'est pas facile de s'emparer du pouvoir politique-économique, mais il est encore plus difficile de le conserver. Or, dans les conceptions présentes du communisme ou du socialisme, on tend à concentrer — dans les faits sinon dans les mots — tout le pouvoir de gestion dans quelques bureaux étatiques ou « sociaux ». A l'inverse, ce livre considère l'économie comme le prolongement inévitable de la révolution et non comme un état de chose souhaitable et qui se réalisera dans cent, dans mille ans. Il s'agit de définir au niveau des principes, les mesures à prendre non par quelque parti ou organisation, mais par la classe ouvrière et par ses organes immédiats de lutte : les Conseils Ouvriers. La réalisation du communisme n'est pas l'affaire d'un parti mais celle de toute la classe ouvrière, délibérant et agissant dans et par ses Conseils.

LE PRODUCTEUR ET LA RICHESSE SOCIALE

Un des grands problèmes de la révolution est d'instaurer de nouveaux rapports entre le producteur et la richesse sociale, rapports qui, au sein de la société capitaliste, s'expriment dans le salariat. Le régime du salariat est basé sur un antagonisme profond entre la valeur de la force de travail (salaire) et ce travail même (le produit du travail). Alors que le travailleur fournit, par exemple, 50 heures de travail à la société, il ne reçoit comme salaire que l'équivalent de 10 heures, par exemple. Pour s'émanciper véritablement le travailleur doit faire en sorte que ce ne soit plus la valeur de sa force de travail qui détermine la part qui lui revient de la production sociale, mais que cette part soit fixée par son travail même. Le travail : mesure de la consommation, tel est le principe qu'il doit faire triompher.

La différence entre la quantité de travail fournie et ce que le travailleur reçoit en échange est appelé *surtravail* et représente un travail non payé. Les richesses sociales produites pendant ce temps de travail non payé constituent le *surproduit* et la valeur incorporée dans ce surproduit est dite *plus-value*. Toute société, quelle qu'elle soit, et donc aussi la société communiste, repose sur la formation d'un surproduit, parce que sur l'ensemble des travailleurs effectuant un travail nécessaire ou utile, certains ne produisent pas de biens tangibles. Leurs conditions de vie sont donc produites par d'autres travailleurs (il en est de même pour les services de santé, l'entretien des infirmes, des enfants et des vieillards, les services administratifs, les savants, etc...). Mais c'est la façon dont ce surproduit se forme, celle dont il est réparti, qui constituent l'exploitation capitaliste.

Le travailleur reçoit un salaire qui, dans le meilleur des cas, lui suffit tout juste pour vivre dans des conditions données. Il sait qu'il a donné 50 heures de travail, mais il ne sait pas combien d'heures lui reviennent dans son salaire. Il ignore le montant de son surtravail. En revanche, on sait comment la classe possédante consomme ce surproduit : mis à part, les « services sociaux » qui en reçoivent une certaine partie, ce sont les usines qui l'utilisent pour s'agrandir, les exploités qui en vivent, l'administration, la police et l'armée qui en dissipent la substance.

Dans cette discussion, deux caractères du surproduit nous intéressent particulièrement. D'abord, le fait que la classe ouvrière n'a pas à décider, ou presque pas, du produit de son travail non payé. Ensuite, qu'il est impossible

d'évaluer l'importance de ce surtravail. Nous recevons un salaire, un point c'est tout ; nous ne pouvons rien sur la production et la répartition de la richesse sociale. La classe qui dispose des moyens de production, la classe possédante, est maîtresse du processus de travail, y compris le surtravail ; elle nous fait chômer quand elle l'estime nécessaire à ses intérêts, nous fait matraquer par sa police ou massacrer dans ses guerres. L'autorité exercée par la bourgeoisie dérive du fait qu'elle dispose du travail, du surtravail, du surproduit. C'est ce qui nous réduit à l'impuissance dans la société et fait de nous une classe opprimée.

Cette analyse nous révèle que l'oppression est tout aussi forte, qu'elle soit exercée par le capitalisme privé ou par l'Etat. On entend souvent dire que l'exploitation des travailleurs est supprimée en Russie, parce que le capital privé y est aboli et parce que tout le surproduit est à la disposition de l'Etat qui le répartit dans la société en promulguant de nouvelles lois sociales et en créant de nouvelles usines, en développant la production.

Acceptons ces arguments, c'est-à-dire laissons de côté le fait que la classe dominante, la bureaucratie, chargée de la répartition du produit social s'enrichit par des salaires exorbitants, qu'elle se reproduit au pouvoir en assurant à ses membres le monopole de l'éducation supérieure, et que les lois de succession lui garantissent les richesses accumulées « pour sa famille ». Allons même jusqu'à supposer que cet appareil n'exploite pas la population.

En serait-il ainsi, qu'en Russie la bureaucratie demeure maîtresse du processus du travail, y compris le surtravail, qu'elle dicte, par la voix des syndicats étatisés entre autres, les conditions de travail, comme on le voit faire également en Occident. La fonction de la bureaucratie dirigeante est fondamentalement identique à celle de la bourgeoisie qui dirige le capitalisme privé. Dès lors, si la bureaucratie n'exploitait pas la population, cela ne saurait venir que de sa bonne volonté, du fait qu'elle refuse l'occasion qui lui en est offerte. Le développement de la société ne serait plus fonction de nécessités économiques et sociales ; il dépendrait des « bons » ou des « mauvais » sentiments des dirigeants. En d'autres termes, les rapports des travailleurs avec la richesse sociale continuent, même dans ce cas, d'être arbitrairement fixés et les travailleurs ne peuvent rien sur ces rapports, sauf à espérer que les « mauvais » dirigeants deviendront « bons ».

En conclusion, l'abolition du salaire n'est pas la condition nécessaire et suffisante pour que les travailleurs reçoivent la part du produit social qui leur revient, qu'ils ont créée par leur travail. Certes, cette part peut augmenter ; mais une véritable abolition du salaire sous toutes ses formes a un tout autre caractère : sans cette abolition, la classe ouvrière ne peut maintenir son pouvoir. Une révolu-

tion « trahie » mène à un Etat totalitaire capitaliste.

Il y a une autre conclusion à tirer. L'une des tâches essentielles incombant à un groupe de travailleurs qui veulent mettre fin radicalement à l'exploitation capitaliste — un groupe révolutionnaire, comme on disait autrefois — c'est de chercher le moyen d'asseoir économiquement le pouvoir conquis par des moyens d'action politiques. Le temps est passé où il suffisait d'exiger la suppression de la propriété privée des moyens de production. Il est également insuffisant de réclamer l'abolition du salariat. Cette revendication, en soi, n'a pas plus de consistance qu'une bulle de savon, si l'on ne sait comment jeter les bases d'une économie où le salaire est supprimé. Un groupe se prétendant révolutionnaire et qui se refuserait à élucider cette question essentielle n'a pas grand chose à dire en réalité, parce qu'il est incapable de proposer l'image d'un monde nouveau.

Les « Principes de la production et de la répartition communistes » partent de l'idée suivante : tous les biens produits par le travail de l'homme se valent qualitativement, car ils représentent tous une portion de travail humain. Seule la *quantité* de travail différente qu'ils représentent les rend dissemblables. La mesure du temps que chaque travailleur individuellement consacre au travail est *l'heure de travail*. De même la mesure destinée à mesurer la quantité de travail que représente tel ou tel objet, doit être *l'heure de travail social moyen*. C'est cette mesure qui servira à établir la somme de richesse dont dispose la société, de même que les rapports des diverses entreprises entre elles et enfin la part de ces richesses qui revient à chaque travailleur. Sur cette base, les « Principes » développent une analyse et une critique des différentes théories — et aussi des pratiques — des différents courants qui se réclament du marxisme, de l'anarchisme ou du socialisme en général. On y trouve en somme un exposé plus précis des principes concis de Marx et d'Engels tels qu'ils nous les ont laissés dans le *Capital*, la

Critique du programme de Gotha et l'Anti-Duehring (voir plus loin en annexe).

Bien entendu, les « Principes » ne se bornent pas à étudier l'unité de calcul dans le communisme ; ils analysent aussi son application dans la production et la répartition du produit social et dans les « services publics », examinent les règles nouvelles de la comptabilité sociale, l'extension de la production et son contrôle par les travailleurs, la disparition du marché et, enfin, l'application du communisme dans l'agriculture par l'intermédiaire de coopératives agricoles qui calculent elles aussi leurs récoltes en temps de travail.

Ainsi, les « Principes » ont-ils pour point de départ le fait empirique que, lors de la prise de pouvoir par le prolétariat, les moyens de production se trouvent entre les mains des organisations d'entreprise. C'est de la conscience communiste du prolétariat, conscience née de sa lutte même, que dépendra le sort ultérieur

de ces moyens de production, le fait de savoir si le prolétariat les gardera en main ou non. Aussi le problème capital que la révolution prolétarienne devra résoudre, sera, de fixer des rapports immuables entre les producteurs et le produit social, ce qui ne peut se faire qu'en introduisant le calcul du temps de travail dans la production et la distribution. C'est la revendication la plus élevée que le prolétariat puisse formuler... mais en même temps c'est le minimum de ce qu'il peut réclamer. Et donc une question de pouvoir que seul le prolétariat est à même de régler sans appui aucun de la part d'autres groupes sociaux. Le prolétariat ne peut conserver les entreprises que s'il s'en assure la gestion et la direction autonomes. C'est aussi la seule manière de pouvoir appliquer partout le calcul du temps de travail. Tel est l'ultime message laissé au monde par les mouvements révolutionnaires prolétariens de la première moitié du XXème siècle.

ANNEXES

L'étude ci-dessus fut publiée en premier lieu dans les cahiers Radencommunismus (n° 3, novembre 1938) d'Amsterdam. Son auteur, Henk Canne Meijer (1890-1962) ouvrier métallurgiste devenu instituteur sur le tard, l'a ensuite adapté en français pour Internationalisme (n° 45, 1952) bulletin ronéoté par un petit groupe de communistes de gauche ayant évolué à partir du « bordiguisme » (la Sinistra comunista italienne dans l'émigration). Après la mort de Canne Meijer, une version remaniée sur certains points (comme la présente) par l'un de ses camarades parisiens parut dans les cahiers (ronéotés) Informations Correspondance Ouvrière (n° 42, août-septembre 1965) de Paris. Quelques années auparavant, ces mêmes cahiers avaient publié un autre texte de Canne Meijer, relatif cette fois au Gruppe Internationalen Kommunisten (G.I.K.) de Hollande, dont il avait été l'un des principaux animateurs. Nous croyons utile de reproduire à la suite du précédent, ce document, lié à une discussion en cours à ce moment, dans le groupe parisien, à propos des tâches et des questions d'organisation.

I

APERÇU SUR L'HISTOIRE DES COMMUNISTES DE CONSEILS EN HOLLANDE

Dans le sillage du K.A.P.D. (Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands : Parti Communiste des Ouvriers d'Allemagne) se forma en Hollande le K.A.P.H. après le 3ème congrès de Moscou (1921). Aux alentours de 1923, il y eut en Allemagne une scission selon l'attitude adoptée en face du problème de la « crise mortelle du capitalisme ». Cette scission se produisit également en Hollande. Sa signification réelle était l'écroulement du K.A.P.D. et du K.A.P.H., bien que leurs cadavres ne fussent pas enterrés.

Aux environs de 1927, trois anciens membres

du K.A.P.H., commençaient à éditer un « service de presse des Communistes Internationalistes » (nom choisi pour faire contraste au communisme national de Staline) et ce groupe des « communistes internationalistes » travaillait en relation avec l'organisation allemande des « organisations d'Usines » (A.A.U.D., Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands : Union Générale des Ouvriers d'Allemagne). Cette dernière organisation éditait le travail du groupe des Communistes Internationalistes : Grundprinzipien Kommunistischer Produktion und Verteilung (Principes fondamen-

taux de la production et de la distribution communistes) qui étudiait les bases de l'association des producteurs libres et égaux (1931). A cette époque, le groupe ne comptait guère plus de dix personnes.

L'influence du groupe était cependant plus grande qu'on pourrait le croire. Le bulletin *Pers-materiaal* (« service de presse »), distribué gratuitement et entretenu par les contributions volontaires des lecteurs marchait très bien.

En tête des publications étaient imprimés les « principes » du groupe en quelques mots, à savoir :

« L'association des producteurs libres et égaux doit être l'œuvre des conseils ouvriers »

Les partis, les syndicats, étaient rejetés et on disait que la lutte sous la forme des grèves sauvages annonçait la nouvelle forme d'un nouveau mouvement ouvrier.

Le groupe des Communistes Internationalistes incitait les révolutionnaires à former autant que possible des groupes par eux-mêmes, pour propager ces idées générales, en connexion ou pas avec le groupe des Communistes Internationalistes d'Amsterdam. De tels groupes se formèrent réellement et éditèrent leurs matériaux sous leur propre responsabilité. Pour tous ces groupes les éditions du groupe de Communistes Internationalistes d'Amsterdam servaient de lien. Le groupe des Communistes Internationalistes n'avait pas de statuts, pas de cotisations obligatoires et ses réunions « internes » étaient ouvertes à tous les autres camarades des autres groupes. Il s'ensuit qu'on ne connut jamais le nombre exact de membres que comptait le groupe. Il n'y avait jamais de vote, cette opération n'était pas nécessaire, car il ne s'agissait jamais de faire une politique de parti. On discutait un problème et quand il y avait une différence d'opinion importante, les divers points de vue étaient imprimés, sans plus. Une décision à la majorité était sans signification. C'était à la classe ouvrière de décider.

Les autres groupes travaillaient « dans la rue », aux locaux des chômeurs et dans quelques usines. Quand il y avait une grève sauvage, les grévistes faisaient souvent faire des tracts par les groupes, ceux-ci les réalisaient, même s'ils n'étaient pas absolument d'accord avec leur contenu.

Outre la réédition de certaines brochures d'Anton Pannekoek (*Religion und Marxismus et Ethik und Sozialismus*), le G.I.K. entreprit de publier son *Lénine philosophe* (dans les cahiers « Spartacus »). Le groupe publiait en langue allemande les périodiques *Rätekorrespondenz* (où figurent aussi des contributions de camarades extérieur au G.I.K. proprement dit : Karl Korsch, Paul Mattick, Helmut Wagner, etc...) et *Internationaler Beobachter* qui poursuivait la ligne du *Pressedienst*. Une fois par mois paraissaient en hollandais les 32 pages du *Arbeidersraad* (« Arbeit errat »), tiré à 800 exemplaires, suivi de *Radencommunismus* (*Rätekommunismus*), et *Klas Batalo* (« *Klassenkamof* ») en espéranto. Les autres groupes éditaient également des brochures et des tracts mais pour « la rue », souvent à plus de 1.000 exemplaires. Toutes ces publications étaient ronéotées. Toutes ces choses peuvent paraître sans grande valeur à l'échelle de la société, mais il y avait en tout cas une base de travail commune.

En 1940, toute activité cessa.

Cette forme d'organisation était possible et fonctionnait très bien d'abord parce que le mouvement était surtout à Amsterdam. Ce qui se serait passé au cas où de tels groupes se fussent étendus à tout le pays, nous ne pouvons le savoir, mais en tout cas ce problème ne fut jamais à l'ordre du jour des groupes hollandais.

Il m'est impossible de comparer les conditions de travail des groupes en Hollande et en France. On doit cependant se laisser guider par la nécessité de laisser travailler ensemble diverses opinions sur une base générale commune, et ceci justement parce qu'on n'est pas un parti. Il en est de même pour les Conseils. Dans une grève sauvage par exemple, il y a des ouvriers « neutres », social-démocrates, protestants, catholiques, etc... et le travail se fait sur une base générale. Dans les groupes se trouvent seulement des révolutionnaires unis sur une même base générale : faire ensemble une analyse de la société et une propagande pour les conseils.

Cette base est assez large pour permettre diverses opinions sur les différents problèmes. Il n'est pas nécessaire de cacher cela, au contraire. Montrer publiquement les différences, en restant ensemble, et sans s'en facher, telle est la meilleure méthode pour clarifier la conscience.

AUTRES GROUPES

L'histoire du G.I.K. — telle que Canne Meijer vient de la résumer — s'est répétée dans divers pays à des dates différentes (sauf en Bulgarie, où la tendance des « communistes ouvriers » eut une certaine importance numérique au début des années 20 et se conformait au modèle de la « double organisation »). On trouve en ces groupes, d'une part, une activité théorique qui, dans la plupart des cas, est purement répétitive, une adaptation plus ou moins heureuse de ce qui était ou avait été dit par les théoriciens germanophones du *Rätekommunismus* (communisme de conseils) ; d'autre part des tentatives acharnées mais généralement infructueuses de se lier au mouvement autonome des masses ouvrières, quand il se manifestait ; à défaut de cette liaison, un très utile travail d'information dégrossie fut souvent accompli.

De tels groupes ont existé en Hollande. Outre le G.I.K., il faut citer notamment, dans les années 30, le journal *Spartacus - op voor de radeorganisatie* (pour l'organisation de conseils), plus « activiste » au moins en parole, publié à Rotterdam par un groupe qu'animaient surtout les membres de la famille Korper ; et un bureau dit de la IV Internationale (dont la fondation en 1922 fut à l'origine d'une des nombreuses scissions de la K.A.P.D. et qui n'existe jamais que sur le papier) ; ce « bureau » était dirigé par un éditeur d'Amsterdam, Emmanuel Querido. Après la guerre, les survivants du G.I.K. fusionnèrent avec ceux d'une organisation d'ex « oppositionnels de gauche » (le groupe Sneevliet, non trotskiste) qui étudiait les bases de l'association kyste qui fut un certain temps rattaché à l'Internationale 2 1/2) ; mais l'expérience tourna court très vite. Aujourd'hui, deux groupes hollandais, à l'audience très faible, continuent de se réclamer du *Rätekommunismus* et publient des organes ronéotés : le périodique *Spartacus* et les cahiers Daad en gedachte (« Action et Pensée »). (Les divergences entre ces deux petits groupes concernent en premier lieu les questions d'organisation.)

Au début des années 20, des groupes sympathisants existèrent aussi en Grèce, Rouma-

nie et Yougoslavie (où un dirigeant fut livré à la police par les léninistes), mais disparurent rapidement. En Occident, on comptait alors des groupes analogues en Autriche, Belgique et Angleterre (autour de Sylvia Panhurst et du *Workers' Dreadnought*, puis de Guy Aldred, de Glasgow, qui propageait l'idée du « parlementarisme anti-parlementaire » dans son organe : *The Commune*). Au cours des années 30, certains groupes eurent une existence épisodique en Tchécoslovaquie, au Danemark et en France (autour d'André Prudhommeaux et de *l'Ouvrier Communiste*). Mais répétons-le, tous ces efforts ne présentent plus aujourd'hui qu'un intérêt au mieux historique. A l'heure actuelle, l'idée des Conseils est défendue en France par divers groupes, pour la plupart « informels » ; Mai 68 n'a pas conduit à la formation d'une tendance organisée digne de ce nom, quelle qu'en aurait pu être la forme pratique.

En fait, le seul groupe qui, outre le G.I.K., s'est révélé capable d'une pensée originale et féconde, est celui des Etats-Unis, animé par *Council Correspondance*, où l'on trouve entre autres des textes publiés dans *Rätekorrespondenz*, *Living Marxism*, et enfin *New Essays*. En Australie, le journal *Southern Advocate for Workers Councils* édita également l'étude fondamentale d'Anton Pannekoek : *Workers' Councils* (« Arbeiterräte »). Notons encore que le groupe parisien *Socialisme ou Barbarie* était arrivé, au cours des années 50 et au début des années 60, à des conclusions souvent très proches du *Rätekommunismus* historique (surtout après la commune de Hongrie, de 1956), et cela sans en avoir une connaissance vraiment directe. Voilà sans doute qui vérifie, au moins dans une certaine mesure, la justesse de quelques unes des thèses fondamentales du vieux K.A.P.D. dépassé par ailleurs par le cours de l'histoire : quiconque quitte le terrain des conceptions marxistes (ou anarchistes) conformistes et tente une réflexion sur le mouvement autonome des masses, ses tendances pratiques à l'action directe et inconscientes à l'autogestion, retrouve immanquablement l'idée des Conseils.

III

BIBLIOGRAPHIE

L'ouvrage de référence sur le *Rätekommunismus* est de publication toute récente. Il s'agit de la thèse de doctorat de Hans Manfred Bock : *Syndicalismus und Linkskommunismus von 1918-1923*, Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, bd. 13 (Verlag Anton Hain, Meisenheim am Glan, 1969), 480 p. Ce travail consciencieux est complété sur certains points par le premier chapitre d'une thèse toute récente, elle aussi, celle d'Olaf Ihlau : *Die Roten Kmpfer* (parue dans la même collection, bd. 14), p. 223. Le lecteur de langue allemande dispose ainsi, sous une forme maniable, d'une quantité considérable d'informations auxquelles s'ajoutent d'importantes bibliographies (nous y renvoyons le lecteur intéressé). Toutefois, il faut déplorer que cette abondance de détails (1), jointe à la faiblesse de ces deux auteurs sur le plan théorique, fait que, dans ces ouvrages, les arbres cachent la forêt, et en rend la lecture presque superflue pour ceux qui s'intéressent aux concepts de base — seul aspect qui peut, de nos jours, conserver un intérêt pour l'action, théorique comme pratique. En ce sens, malgré d'inévitables lacunes, et son caractère en grande partie périmé, l'exposé de Hans Bötcher : *Zur revolutionären Gewerkschaftsbewegung...*, Jena, 1922, n'est pas encore surpassé. Le lecteur de langue française, de son côté, dispose maintenant d'une anthologie, *Pannekoek et les Conseils ouvriers* (Etudes et Documentations Internationales, Paris, 1969, 303 p., 19,20 F), recueil de textes allant de 1905 à 1954. Ces textes ont été choisis et présentés par Serge

Bricianer, qui s'est efforcé de réaliser ainsi « une coupe en travers dans l'histoire » de la genèse et du développement de la *Räteidee*, l'idée des conseils.

Par ailleurs, quelques brochures du K.A.P.D. ont fait l'objet de reproductions en fac-similé, dans la série « Revolutionäre Flugschriften », publiée par « l'European Underground Press Syndicate, Sektion Marburg » ; de même, deux textes d'A. Pannekoek (datés de 1916 et de 1920 ; dans *Parlamentarismusdebatte*, Projektgruppe Räte, Berlin, 1968) et un de Gorter : *Offener Brief an den Genossen Lenin. Eine Antwort auf Lenins Broschüre : Der Radikalismus, eine Kinderkrankheit des Kommunismus* » (Berlin, 1969) ; la version française de ce texte a été également reproduite en fac-similé, Paris, 1969). Ont été reproduits de la même manière, mais en allemand cette fois, (volume 1 et 2 de la « Bibliothek der Rätekommunisten », Rüdiger Blankertz-Verlag, Friedrich-Wilhelm-Str. 35, 1 Berlin-Ouest 42) : les *Grundprinzipien* et une brochure d'Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution*. Une anthologie Pannekoek-Gorter, couvrant la période 1912-1921, est parue aux éditions *Neue Kritik* de Francfort, avec une préface de Hans-Manfred Bock, intitulée : « De l'histoire et de la théorie de l'école marxiste hollandaise », qui cerne le sujet relativement mieux que la lourde thèse de doctorat citée plus haut. Enfin, diverses études de Paul Mattick viennent de paraître en République fédérale d'Allemagne.

IV

MARX ET ENGÈLS SUR L'HEURE DE TRAVAIL SOCIAL MOYEN

Il serait trop long et probablement inintéressant d'examiner l'évolution de ce concept dans la pensée des fondateurs du socialisme scientifique. On retiendra ici simplement deux passages afin d'illustrer un peu ce qui précède :

« La société n'a qu'à calculer combien d'heures de travail sont incorporées dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment et de la dernière récolte, dans cent mètres carrés d'étoffe d'une qualité

déterminée. Il ne saurait donc lui venir à l'esprit d'exprimer en outre les quantités de travail déposées dans les produits et qu'elle connaît d'une manière directe et absolue, en une mesure seulement relative, flottante, inadéquate naguère indispensable comme pis aller, en un tiers produit (l'argent) au lieu de le faire en ce qui est leur mesure naturelle, adéquate et absolue : le temps ».

Anti-Duehring, trad. Molitor, III - p. 96

Engels reconnaît aux termes de ce passage ce que sa rédaction doit à l'analyse du Capital

(1) Voir 29 bis.

par Marx. Ce dernier a exposé de façon magistrale, son point de vue dans sa « Critique du programme de Gotha » :

« Si nous prenons d'abord les mots « fruits du travail » au sens de « produit du travail », le fruit du travail effectué en commun est alors « la totalité du profit social »

« De celle-ci il faut retrancher :

1. — de quoi remplacer les moyens de production usés.
2. — une fraction supplémentaire pour élargir la production.
3. — un fond de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.

Reste alors l'autre partie du produit total destinée à la consommation. Mais poursuit Marx, il faut encore retrancher :

1. — les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production ;
2. — ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté, écoles, installations sanitaires, etc... ;
3. — le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler etc... en bref, ce qu'on appelle aujourd'hui dans le langage officiel, l'Assistance publique.

« Maintenant enfin, nous arrivons... à cette fraction des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs coopératifs... Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire de sortir de la

société capitaliste ; par conséquent, une société qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de la société ancienne qui l'a engendrée. Le producteur individuel reçoit donc (les défalcatons une fois faites) l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel : le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail social qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme...

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand, avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues, et que toutes les sources de richesse coopérative jailliront avec abondance — alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon du droit bourgeois et — la société pourra écrire sur ses drapeaux : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Temps de travail social moyen

Base d'une production

et d'une répartition communiste

Au cours des dernières années, l'économie bourgeoise elle-même, américaine en particulier, a accordé une grande attention aux problèmes de la planification économique, attention manifestement motivée par la longueur et la gravité de la crise internationale. Les objections soulevées par les partisans du principe du « laisser-aller » contre la planification de l'économie capitaliste ont perdu à la longue de leur pouvoir de persuasion. Les tendances vers le capitalisme d'état, prenant elles-mêmes leurs racines dans la monopolisation croissante de l'économie, rendaient particulièrement possible l'application expérimentale des théories de la planification économique. Avec l'énorme recul de la production, l'effondrement du marché, etc..., il devient toujours plus difficile de parler de la « force d'impulsion du profit, de la fonction régulatrice du marché, de l'impulsion de la concurrence ». Ceci parce que la stagnation actuelle du capitalisme des monopoles est le résultat et non la négation de ces « caractéristiques » du capitalisme « classique ».

Du point de vue de la théorie communiste, une économie capitaliste planifiée et réglée est impossible. Les crises capitalistes résultent de la contradiction entre forces sociales productrices et rapports sociaux de production, conflit que rend toujours plus difficile la mise en valeur du capital et doit conduire à l'effondrement du capitalisme. La propriété privée des moyens de production exclut cette planification. Si la production est véritablement réglée dans l'intérêt de la société, elle cesse alors d'être capitaliste. C'est pourquoi le communisme rejette toutes les théories économiques pseudo-socialistes qui insistent seulement sur une nouvelle réglementation de la répartition, tout en maintenant le système de production capitaliste, et qui croient possible, par le contrôle du crédit et des banques notamment, d'assurer la transformation évolutive (ou l'évolution) du capitalisme en socialisme. Les autres thèmes des discussions sur la planification (l'élimination de la concurrence, la réduction de la disproportion entre les branches individuelles de la production, l'intervention de l'ETAT dans l'économie, etc...) ne changent rien, pour la théorie marxiste, à la loi des crises capitalistes car

ces dernières ont pour cause, non « l'anarchie » capitaliste, mais *la loi de l'accumulation du capital*. Pour le marxisme, la production de capital exclut toute socialisation. Pour lui, les possibilités et les difficultés, du capitalisme, son essor et sa chute, sont déjà comprises dans la loi de la valeur. *La contradiction entre valeur d'échange et valeur d'usage* (1) est la contradiction capitaliste sans la suppression de laquelle il ne peut être question d'une société communiste.

En régime communiste, les producteurs « n'échangent pas » leurs produits. Le travail n'a ni valeur ni prix. La suppression de l'échange de valeur est en même temps la suppression du salariat, car le salaire n'est rien d'autre que le rapport d'échange entre acheteurs et vendeurs de la force de travail. Si ce rapport demeure et peut importe alors que ce soit les entrepreneurs individuels ou l'Etat qui interviennent comme acheteurs de la force de travail, c'est qu'en fait il y a toujours production de valeur et de plus-value, et que la production repose sur l'exploitation de la force de travail. La production capitaliste ne permet qu'une répartition capitaliste : « la manière dont sont échangées

(1) C'est la catégorie valeur d'usage qui constitue l'économie en général - la valeur d'échange donne seulement à l'économie une forme historique déterminée. Dans toute économie, il y a des biens, valeurs d'usage, la valeur d'échange ne vaut que pour la société capitaliste. La catégorie « valeur » ne vaut que pour le domaine de l'être. Ici, le rapport d'échange des marchandises se règle d'après le temps de travail social moyen contenu en elles. Dans le domaine phénoménal, le rapport d'échange s'exprime sous forme de prix, de même que la plus-value intervient sous la forme phénoménale de profit et par l'action de la concurrence, comme profit moyen.

les forces productives, dit MARX, détermine ou définit la manière dont sont échangés les produits ». (2)

En régime communiste, le procès de production n'est plus un procès de mise en valeur du capital, mais un procès de travail par lequel la société tire de la nature ce dont elle a besoin. On ne produit plus des valeurs mais des biens d'usage. Comme unité de mesure économique, dont la nécessité est incontestable puisque la production comme l'appareil de production doivent être adaptés aux besoins de la société, il ne reste que le temps de travail nécessaire à la production des biens qui puisse valoir comme telle. Ce n'est plus la valeur, mais la comptabilisation en biens d'usage du temps de travail, immédiatement donné, nécessaire à leur production qui est la seule forme possible d'une économie communiste ordonnée.

C'est pour cette même raison que du point de vue marxiste, les tentatives russes de planification économique ne peuvent être considérées comme socialistes. La pratique russe n'obéit pas aux principes communistes mais bien aux lois de l'accumulation capitaliste. Il s'agit ici, bien que sous une forme modifiée, d'une production de plus-value qui se cache idéologiquement sous le vocable de « construction socialiste » (3). Le salaire équivaut à la production de capital et constitue en Russie également la condition d'existence d'une bureaucratie croissante aux privilèges toujours plus importants, que l'on doit absolument considérer comme une classe nouvelle, s'appropriant sur-travail et plus-value, à côté des éléments encore existants du capitalisme privé. Des expériences russes on ne peut tirer aucune conclusion positive en faveur d'une production et d'une répartition communistes. Elles ne font que montrer comment le communisme ne peut pas se développer (4).

(2) « Toute répartition des articles de consommation n'est que la conséquence de la répartition des conditions de production elles-mêmes. Mais cette dernière répartition est un caractère du mode de production lui-même. Par exemple, le mode de production capitaliste repose sur le fait que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété du sol ou du capital, alors que la masse n'est propriétaire que de sa condition personnelle de production, c'est-à-dire la force de travail. Si les éléments de la production sont ainsi répartis * la répartition actuelle des moyens de consommation suit d'elle-même (K. MARX, Critique du programme social-démocrate 1875 - notes marginales).

(3) Même si la Russie s'appelle U.R.S.S., les soviets n'ont plus aucune signification pratique. Ils sont désormais en Russie ce que la « démocratie » est dans les vieux états capitalistes : apparence et non pas réalité.

(4) De ce point de vue, nous pouvons faire ici complète abstraction de la question fort débattue à propos de l'U.R.S.S., « de la possibilité du socialisme dans un seul pays ».

Les problèmes décisifs d'une économie communiste n'apparaissent qu'après la suppression complète du marché, du salariat, de l'argent, etc... Le seul fait que demeure un salaire signifie déjà que les moyens de production ne sont pas contrôlés par les producteurs, mais qu'ils continuent d'exister vis à vis d'eux en tant que capital, ce qui entraîne nécessairement un procès de reproduction sous la forme de l'accumulation du capital. Pour la théorie marxiste, l'accumulation du capital, outre la forme sous laquelle elle se manifeste dans la loi des crises et de l'effondrement du capitalisme, et à cause d'elle, est en même temps accumulation de la misère. Ainsi la paupérisation des ouvriers russes s'accomplit au même rythme que l'accumulation du capital. Leur productivité croît plus vite que leurs salaires ; du produit social ils reçoivent une part relativement toujours plus faible. Pour MARX, cette *paupérisation relative* des ouvriers au cours de l'accumulation n'est qu'une phase de la *paupérisation absolue*, elle n'est qu'une expression différente de l'exploitation sans cesse plus poussée des ouvriers et il est impossible de la considérer comme la « croissance du socialisme ».

En substance, les « théories de la socialisation » des bolcheviks tient en ceci : avec le bouleversement révolutionnaire, c'est-à-dire avec l'expropriation du capital, le pouvoir de disposer des moyens de production et par la suite le contrôle de la production, et de la répartition des produits passent aux mains de l'Etat. Ce dernier organise alors les diverses branches de la production d'après un plan et les met, en tant que monopole d'Etat au service de la société. Grâce à la statistique, la direction centralisée calcule et établit le volume et la composition de la production tout comme la répartition du produit aux producteurs (5).

Les moyens de production sont bien passés des mains des entrepreneurs privés à celles de l'Etat, mais pour les producteurs rien n'est changé. Ils disposent par eux-mêmes tout aussi peu du produit de leur travail que sous le capitalisme, car ils n'ont pas davantage le contrôle des moyens de production. Après comme avant, ils ne peuvent vivre que de la vente de leur force de travail. Seulement, ce n'est plus le capitaliste individuel, mais le capitaliste total, l'Etat, qui leur fait face comme acheteur de la force du travail. D'après les théoriciens sociaux démocrates comme pour les bolchévistes, le capitalisme de monopole a déjà rendu la production, « mûre pour la socialisation », il ne reste donc

(5) Si l'appareil d'état dispose des moyens de production et ainsi des produits, il a en même temps le pouvoir politique d'imposer ses décisions même contre la volonté de la société si nécessaire.

plus qu'à régler la répartition d'une manière « socialiste » Le point décisif pour cette conception c'est le côté *technique de l'organisation* développé par le capitalisme de monopole, (ou selon son modèle) et non pas l'aspect réellement fondamental de l'économie communiste : le *rapport économique* entre le produit et le producteur. La concentration du capital, la monopolisation de l'économie est indissociable du procès d'accumulation. Du point de vue de la valeur, la concentration est le « but de la production capitaliste, parce qu'elle est identique à l'accumulation du capital.

L'accumulation du capital, le mobile du profit, déterminent l'aspect technico-organisationnel de la monopolisation, parce qu'en régime capitaliste « les choses dominent les hommes », alors que dans la société communiste, « ce sont les hommes qui contrôlent les choses ». Avec la suppression de la production de valeur, l'appareil de production technico-organisationnel créé par la concentration du capital n'est plus qu'un moyen pour une fin. Le rapport économique entre producteur et produit est ici *décisif*. Celui-ci qui est le but de la révolution est complètement négligé dans la thèse ci-dessus exposée ; on attribue au moyen de parvenir à ce but des forces qu'il n'a pas.

La thèse suivant laquelle on doit déjà considérer la centralisation des moyens de production dans les mains de l'Etat comme leur socialisation excluait la prise en considération pratique d'une unité comptable correspondant à l'économie spécifique du communisme. La mise à la disposition du pouvoir central de la production et de la répartition sociale ne permettait, pour remplacer l'économie monétaire, aucune comptabilisation qui rendit possible un procès économique continu. Les tentatives russes d'établir, pendant la période dite du « communisme de guerre » une économie naturelle échouèrent complètement. Il fallut rétablir la comptabilité monétaire (6).

Les contraires : économie privée-économie socialiste planifiée, fédéralisme-centralisme, se résolvent dans

l'économie communiste, en une *plus haute unité*. Le communisme n'est ni centralisme, ni féodalisme, mais les deux à la fois. C'est un mécanisme de production qui assure la gestion autonome des usines et rend possible en même temps la planification sociale de la production. Le calcul du temps de travail est, comme KAUTSKY le fait remarquer, impossible dans une économie dirigée et contrôlée *seulement* par un organisme central, car « même avec l'appareil statistique le plus impressionnant et le plus parfait l'estimation des marchandises d'après le travail en elles contenu n'est pas possible » (7). Mais ce que l'on ne peut établir dans le « communisme d'Etat » centralisé, à savoir : combien de temps de travail chaque produit a occupé dans le procès de production, les producteurs eux-mêmes peuvent très bien le faire. Parce que dans la pratique russe rien n'était changé au rapport entre producteur et produit, les producteurs ne pouvaient être les membres d'une société prenant part de façon autonome et directe au procès de production et de répartition. La séparation d'avec les moyens de production, qui existe encore en Russie, le rapport d'échange, le marché, entraînent le maintien de la comptabilité en monnaie. Mais cela n'a rien à voir avec *l'association des producteurs libres et égaux* par laquelle MARX définissait le communisme (8).

(6) « ...L'échange local de marchandises était devenu un échange panrusse. Il fallait adapter l'industrie à cette force d'échange et le contenu de ces formes c'était la résurrection de l'économie d'argent, c'est-à-dire la complète négation des principes suivant lesquels nous avions dirigé l'industrie jusqu'à ce moment là (introduction de la N.E.P.). Auparavant, nous avions fini par nier l'argent, maintenant, nous devons nous adapter à l'économie d'argent... » (SMILGA « Le procès de reconstruction » - Moscou 1927, p. 53).

(7) K. KAUTSKY - « La révolution prolétarienne et son programme » - Berlin 1922, p. 321.

(8) Ce n'est ni notre propos, ni notre devoir d'analyser ici les diverses théories de la planification ou de la socialisation, ou la pratique russe du « capitalisme d'Etat ». Nous n'avons ici ces remarques insuffisantes sur nos thèses que pour nous séparer d'ores et déjà des thèses économiques considérées jusqu'à maintenant comme « socialistes ».

La manufacture était la condition nécessaire du développement industriel. Elle transformait le travail qualifié de l'artisanat en travail humain général par la division du travail toujours plus poussée, ce qui permettait le développement rapide des forces sociales productives. De plus, la manufacture réalisait un principe immanent de toute économie capitaliste : la possibilité de calculer. Il n'y a que des quantités pures qui soient complètement commensurables. C'est pourquoi la possibilité de comparer des quantités de travail est liée à la réduction de toutes les qualités du travail au travail humain universel défini d'une manière purement quantitative. « Les modes de productions les plus avancés sont ceux qui répondent le mieux à la nécessité de quantifier complètement le travail car ce sont eux qui se prêtent le mieux à la rationalisation » (9). L'économie capitaliste d'ailleurs, a sans cesse amélioré la possibilité de calculer, instaurée par la manufacture. Au cours des 2 dernières décennies, les méthodes comptables pour déterminer les prix de revient ont atteint la plus grande précision. « La comptabilité capitaliste peut déterminer à tout moment la valeur d'un demi-produit, d'un moment du travail dans la production, les coûts de chaque opération singulière du travail. Pour une opération de travail donnée, elle peut choisir entre plusieurs l'atelier, la machine, la force de travail, les moins coûteux, elle peut donc à tout moment rationaliser au maximum le procès de production. C'est un des grands apports des méthodes comptables capitalistes que d'avoir permis ce raffinement dans le calcul économique » (10). Si les méthodes capitalistes de calcul reposent sur le dénominateur universel de l'argent, la disparition de l'argent et du marché dans la société communiste ne supprime pas pour autant la nécessité du calcul. Pour régler socialement et la production et la répartition, il est indispensable d'avoir un étalon universel, une unité de calcul. Comme on le sait, pour MARX et ENGELS, c'est le temps de travail social moyen contenu dans les produits qui est la base et l'unité de calcul de l'économie communiste (11).

En régime capitaliste, les moyens de production MP et la force de travail FT interviennent comme capital constant C et capital variable V . Les valeurs $C + V$ ne peuvent être utilisées d'une manière capitaliste qu'aussi longtemps qu'elle produiront de la plus-value m . La formule de production capitaliste est $C + V + m$. On ne peut obtenir m que parce que MP et FT interviennent comme C et V . Si $C + V$ disparaît, m disparaît aussi et réciproquement. Ce qui demeure, c'est la force matérielle et concrète de $C + V$, c'est-à-dire $MP + FT$. La formule de production communiste est $MP + FT$.

(9) F. BORKENAU - « Le passage du monde féodal au monde bourgeois » Félix ALCAN - Paris 1934, p. 9, 10.

(10) C. LEICHTER - « L'organisation économique dans la société socialiste » - Vienne 1923 - p. 22, 23.

(11) La société peut calculer simplement combien d'heures de travail sont contenues dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, etc... Il ne peut donc lui venir à l'idée d'exprimer les quantités de travail dépensées dans la production, quantités qu'elle connaît d'une manière directe et quasi-absolue, de les exprimer encore dans une mesure seulement relative, fluctuante, insuffisante, inévitable auparavant en tant qu'expédient nécessaire, dans un troisième produit (l'argent) et non dans leur mesure naturelle adéquate, absolue, leur mesure de temps... Dans les conditions ci-dessus, la société n'assigne aucune valeur aux produits. Sans aucun doute, la société doit savoir combien de travail nécessite la production de chaque objet d'utilité ». E. ENGELS - « Dühring bouleverse la science ».

Le développement de $MP + FT$ s'accomplit dans toute société, il n'est autre chose que le « procès d'assimilation homme-nature ». Mais la formule $C + V + m$ est liée à la société capitaliste. Alors que dans la société capitaliste, seul l'intérêt présenté par m déterminait le développement de $C + V$, parce que dans ce cas, la nécessité de mise en valeur du capital était prédominante par rapport aux besoins sociaux, c'est seulement dans la société communiste que les besoins sociaux déterminent le développement de $MP + FT$. $C + V + m$ suppose que FT (force de travail du producteur) est transformé en V (capital variable, aux mains des propriétaires de C , capital constant), ce qui se produit quand le capitalisme achète la force de travail du salarié. Si $C + V$ disparaît, cet échange entre possesseurs de C et possesseurs de FT disparaît aussi. On ne peut parler d'économie communiste que si MP ne s'oppose plus aux ouvriers en tant que capital, que si MP n'est plus qu'un instrument de la société et rien d'autre.

Le temps de travail, en tant qu'unité comptable, jouerait dans l'économie communiste un double rôle : « ...La répartition planifiée du temps de travail détermine la juste proportion des diverses fonctions du travail selon les divers besoins. D'autre part, le temps de travail sert à mesurer la participation individuelle du producteur au travail commun, et conséquemment la part individuelle consommable du produit total. Les rapports sociaux des hommes à leur travaux et aux produits de leurs travaux sont ici d'une simplicité transparente, dans la production comme dans la répartition ». (12)

Dans toutes les formes de société, le procès de production doit être en même temps un procès de reproduction. Alors que dans le capitalisme, la reproduction est commandée par le mécanisme du marché, dans le communisme, la reproduction est un procès planifié, conscient, déterminé par les producteurs eux-mêmes. Si la production capitaliste est une production de valeur, il en est de même pour la reproduction élargie, qui se présente par conséquent comme accumulation du capital. Les rapports capitalistes se reproduisent constamment. Si le temps de travail est l'étalon de la production communiste, il l'est également pour la reproduction élargie. Même s'il n'existe ni marché, ni monnaie, le courant de la production doit continuer à couler, les forces productives sociales doivent être développées plus avant. MARX distingue comme suit l'économie capitaliste de l'économie communiste :

« Dans la société communautaire, basée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même le travail transformé en produits n'apparaît pas ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle qu'ils possèdent ; en effet, contrairement à ce qui se passait dans la société capitaliste, les travaux individuels existent directement comme partie intégrante du travail total et non plus après un détour. Evidemment le même principe qui régit l'échange à valeur égale des marchan-

(12) K. MARX - Le capital, Livre I - section 3.

dises, domine ici également. Mais contenu et forme ont changé parce que les conditions étant différentes, personne ne peut rien donner en dehors de son travail, et ne peut posséder en dehors de moyens de consommation individuels. Mais en ce qui concerne la répartition de ceux-ci parmi les producteurs, c'est le même principe que pour l'échange de marchandises équivalentes qui la règle ; on échangera une quantité de travail sous une certaine forme contre la même quantité de travail sous une autre forme » (13).

Les producteurs, les usines, les industries, l'économie agricole, livrent leurs produits à la société qui, en retour, met à leur disposition les moyens de production et d'existence (14).

Si MARX et ENGELS ne se sont exprimés qu'en de rares endroits sur l'organisation économique de la nouvelle société, et là encore en formules programmatiques succinctes, cette réserve servait à éviter qu'on retombe dans l'utopie, car le développement capitaliste n'était pas encore suffisamment avancé pour autoriser des considérations théoriques détaillées sur le communisme. Ce n'est qu'après la Commune de Paris que les déclarations de MARX se firent plus précises non seulement quant au caractère de la dictature du prolétariat, mais aussi quant aux problèmes de la production et de la répartition communiste, même si, là encore, il ne procède pas à une exposition des principes. Si la contribution de MARX est réduite, ses épigones ont complètement renoncé à traiter plus en détail les problèmes de la société communiste ; on peut même dire que pour eux les problèmes n'existent pas puisque les

déformations, révisionnistes comme « orthodoxes », du marxisme considéraient le développement d'une économie sans marché ni monnaie comme un procès automatique que le capitalisme accomplissait de lui-même par sa tendance à former un « cartel général » (15). Les indications de MARX, sur le calcul du temps de travail et de l'heure de travail social moyen, comme base de l'économie communiste, ont trouvé peu d'écho dans la littérature socialiste. Si WEITLING et divers représentants (16) de la période chartiste-oweniste firent remarquer les conséquences égalitaires de la doctrine de la valeur-travail, et recommandèrent des innovations monétaires pour compléter l'économie socialiste (billets de banque en heures de travail), le marxisme « officiel » laissa complètement de côté et pour longtemps la recherche théorique vraiment réaliste et approfondie de la réglementation économique socialiste. Seule la critique bourgeoise (M. WEBER et L. MISES en particulier) qui s'intéressa à la révolution russe et posa un problème à la théorie « marxiste » prévalant, généralement suivant laquelle la « nationalisation », la centralisation de la gestion et la comptabilité en nature aidée de la statistique suffisaient à la nouvelle société mit le marxisme « officiel » dans l'embarras. En outre elle obligea ses théoriciens à accorder plus d'attention aux problèmes de l'économie socialiste. La critique bourgeoise démontrait qu'une économie sans méthode comptable, sans dénominateur universel mesurant la valeur des produits était impossible, car alors toute planification serait exclue. Avant qu'on ait montré, disait la critique, par quoi doit être remplacé le mécanisme du marché, il ne peut être question d'économie socialiste (17).

(13) K. MARX - Notes marginales - Internationaler Arbeiterverlag 1930.

(14) Dans cette esquisse rapide, nous laissons de côté la question de l'insertion de l'économie agricole encore arriérée dans la production et dans la répartition communistes. Malgré la certitude qu'il en est autrement, nous supposons ici que l'économie rurale s'incorpore sans résistance à l'économie communiste et qu'il n'en résulte aucun problème nouveau. Pour nous la socialisation de l'économie rurale n'est non seulement son industrialisation croissante, mais plus encore la spécialisation toujours croissante de sa production. La socialisation intégrale de l'économie rurale est en dernier ressort une question de pouvoir, qui présuppose la domination de la production industrielle par les producteurs. Si celle-ci est assurée, l'introduction de l'économie communiste dans l'agriculture l'est aussi.

(15) C'est ainsi que Rudolf HILFERDING, après avoir considéré les conséquences de la concentration capitaliste qui d'après lui englobe toute l'économie en un trust géant : « le cartel général » écrit : « toute la production capitaliste est dirigée consciemment par une instance qui détermine, pour toutes les sphères, la masse de la production - ...le cartel répartit le produit... Sur la nouvelle production, une partie est distribuée aux ouvriers et aux intellectuels, le reste revient au cartel pour qu'il en fasse ce qu'il lui plaît. C'est une société ordonnée consciemment sous une forme antagonique. Mais cet antagonisme est antagonisme dans la distribution. La distribution elle-même est ordonnée consciemment, de sorte que la nécessité de l'argent ne s'impose plus ». DAS FINANZKAPITAL, Edition 1927, Vienne, p. 295

Le marxisme ne peut répondre que par la négative à la question de savoir ce qui remplacera le marché, car il n'a nul besoin de le « remplacer ». Mais, si comme le marxisme officiel on n'a pas compris la nécessité d'une unité comptable, on doit s'avouer battu par la critique bourgeoise, car en fait il ne peut y avoir d'économie sans méthode comptable. C'est pourquoi d'ailleurs, les théoriciens « socialistes » battirent en retraite et se résolurent à éterniser la notion de valeur qu'ils n'avaient considérée jusqu'alors que comme une catégorie historique. On reconnut ainsi que l'argent tel qu'il existe aujourd'hui devait subsister comme « étalon de valeur de la comptabilité et du calcul des rapports d'échange et comme moyen de circulation dans la société capitaliste » (18). Cet affrontement théorique devant la critique bourgeoise avait pourtant un côté positif : on reconnaissait la nécessité d'une comptabilité.

(16) J. GRAY et J.T. BRAY.

(17) « La doctrine de l'économie socialiste ne connaît qu'un seul agent économique : la société qui, sans calculer profits ni pertes, sans circulation d'argent métallique ou d'argent-travail, organise la production sur la base d'un plan économique sans le rattacher à une unité comptable (!) et qui répartit les moyens d'existence d'après les principes socialistes ». - Otto NEURATH : « Plan économique et comptabilité naturelle », p. 84.

(18) K. KAUTSKY - La révolution prolétarienne et son programme, p. 318.

Abstraction faite d'articles sans valeur théorique, de vues utopiques de l'avenir qui était l'œuvre du courant anarcho-syndicaliste et qui bien que de manière très imprécise se prononçait souvent pour la comptabilisation en temps de travail, il n'y eut que l'ouvrage d'Otto LEICHTER (19) pour reprendre ce problème au sérieux. Sur cette étude de LEICHTER s'en bâtit une autre parue à Berlin en 1930 et qui pour la première fois sur une base marxiste faisait du temps de travail *sans restriction* la base de toute production et de toute répartition communiste, et cherchait à faire la démonstration théorique que l'application de la comptabilité en temps de travail ne soulevait aucune difficulté dans la pratique et qu'en fait c'était la seule unité comptable qui puisse valoir pour le communisme. L'effondre-

(19) O. LEICHTER : « La comptabilité dans la société socialiste » - 1923 - Bien qu'il se prononce pour la comptabilisation en temps de travail, O. LEICHTER, comme KAUTSKY, NEURATH, HILFERDING, croit justifiée qu'une instance centrale dispose de tous les produits. Sa comptabilisation en temps de travail vaut pour la seule production, elle n'a aucun rapport avec la répartition, car, chez lui, les plus hautes instances administratives calculent et distribuent la part de consommation individuelle sur la base de la physiologie nutritive.

ment de la IIe Internationale, l'industrialisation de la Russie sur le mode capitaliste ont enlevé aux deux principaux courants du mouvement ouvrier actuel toutes possibilités de définir les questions de la construction et de l'économie du communisme. On comprend trop bien que les premières analyses théoriques sérieuses de ce problème encore actuel devaient venir d'autres horizons, c'est-à-dire d'un nouveau mouvement révolutionnaire qui récuse toutes les formes du « capitalisme d'Etat » ou de « communisme d'Etat ». Dans ce qui suit, nous essayons de présenter les lignes essentielles d'une production et d'une répartition communistes, telles qu'elles sont débattues par les théoriciens d'aujourd'hui (20).

(20) « Principes fondamentaux d'une production et d'une répartition communistes ». - Œuvre collective du Groupe des Communistes internationalistes (Hollande) Neuer Arbeitverlag BERLIN. Le peu de place dont nous disposons ici ne nous permet pas d'exposer le contenu de cet important travail, ni de l'analyser de manière critique. Il entre seulement dans notre propos d'attirer l'attention sur le point de vue qui y est défendu et qui se distingue de tous ceux exprimés jusqu'ici par sa continuation conséquente des recherches de MARX sur la comptabilisation en temps de travail.

Si nous prenons l'heure de travail social moyen pour unité comptable de la société communiste, elle doit pouvoir englober toutes les catégories de la production et de la répartition. L'unité de travail doit englober, dans leurs quantités globales, la consommation, la reproduction et l'accroissement des forces productives. Chaque entreprise doit établir sa consommation en heures de travail pour qu'elle puisse être réapprovisionnée d'une quantité égale. Le calcul des heures de travail ne présente pas de difficultés car le calcul capitaliste de rationalisation, comme nous l'avons déjà dit, a développé les méthodes de calcul qui, dans l'ensemble, comme dans le plus infime détail, rendent possible la détermination des prix de revient. Si toutes ces méthodes de calcul se rapportent aujourd'hui à l'argent comme dénominateur commun, leur application aux heures de travail n'offre aucune espèce de difficulté. Du simple point de vue technique, le calcul des heures de travail est beaucoup plus simple que le calcul en argent, car beaucoup de facteurs qui rendent difficile le calcul capitaliste des coûts, par exemple le paiement des intérêts, disparaissent. La littérature spécialisée elle-même préfère un calcul en temps de travail à un calcul en argent et il est, sans conteste, possible de déterminer le temps de travail total dépensé par usine, dans une branche de la production industrielle, et aussi les temps de travail représentés par chaque produit ou chaque produit partiel. Même les entreprises qui ne fournissent pas des produits matériels (administration, enseignement) peuvent néanmoins établir le temps de travail qu'elles consomment sous forme de produits.

La formule de production de chaque entreprise, comme celle de la société toute entière est très simple. Nous les avons déjà énoncées : $MP + FT = \text{Produit}$. Le travail humain, à l'aide des moyens de production, crée une masse de biens. Nous distinguons les moyens de production fixes et circulants et élargissons notre formule en conséquence :

A	B	C
machines, etc... + 10.000 h/t	Matières lres, etc + 70.000 h-t	force travail 70.000 h/t

soit au total 150.000 h/t. Appliquons maintenant ces chiffres à une fabrique de chaussures : $(MP + mp) + FT = \text{produit}$

$(10.000 \text{ h/t} + 70.000 \text{ h/t}) + 70.000 \text{ h-t} : 50.000 \text{ paires de chaussures en } 150.000 \text{ h/t.}$

En moyenne, une paire de chaussures nécessite trois heures de travail. Dans cette formule de production, nous avons également la formule de reproduction simple. Nous savons combien d'heures de travail ont été employées par cette entreprise à la production de 50.000 paires de chaussures. La même masse d'heures de travail doit lui être à nouveau fournie. Ce qui vaut pour une entreprise isolée vaut pour toute la société qui n'est que la somme de toutes les entreprises. Le produit social total est le produit $(MP + mp) + FT$ de toutes les entreprises. Pour distinguer la formule de production des entreprises individuelles de celle de la société dans son ensemble nous pouvons écrire : Produit social $PS = (sMP + smp) + sFT$. Si $sMP = 100$ millions h/t, $smp = 600$ millions h/t, $sFT = 600$ millions h/t, le schéma du produit social s'écrit $PS = (100 + 600) + 600 = 1.300$ millions h/t. Dans le cas de la reproduction simple, c'est-à-dire s'il n'y a pas élargissement de la production, il y a sur la production totale 600 millions d'h/t qui sont disponibles pour la consommation, sous forme de moyens de consommation.

La connaissance du fond de consommation ne dit encore rien sur sa répartition. Ici encore, il est possible d'établir une équivalence entre les travaux différents et les parts en biens de consommation. On peut, par exemple, accorder à un manœuvre pour chaque heure de travail réalisée la moitié seulement d'une heure de travail en biens de consommation, alors que d'autre part, on pourra attribuer à un ingénieur pour une heure de travail réalisée trois heures de travail en biens de consommation (21). Cependant, - abstraction faite de ce que le développement des forces sociales productives s'exprime, aussi par une simplification technique du procès de travail et que l'opposition entre travail manuel et intellectuel se résoud dans une unité supérieure déjà visible - même du point de vue économique-social, la nécessité d'une répartition antagonique disparaît dans le régime communiste. Dans le capitalisme, de même que la reproduction capitaliste est individuelle, de même la reproduction de la force de travail est laissée aux soins des individus en fonction de leur situation de classe. En règle générale, l'ouvrier n'engendre que des ouvriers, la classe moyenne remplit toujours des emplois plus élevés. Dans la société communiste, la reproduction de la force de travail comme celle de l'appareil de production sont des fonctions sociales. Ce n'est plus la situation de classe des individus qui détermine la reproduction de la force de travail, mais c'est la société qui règle consciemment cette reproduction, grâce à quoi disparaît l'antagonisme de la répartition qui existerait éventuellement dans les débuts de la nouvelle société. Le communisme développé ne connaît plus cet antagonisme (22).

L'application de l'heure de travail social moyen comme unité comptable suppose l'existence de conseils d'usine (soviets). Chaque entreprise intervient comme entité autonome et, comme nous le montrerons plus loin, est liée en même temps à toutes les autres entreprises. Par le fait de la division sociale du travail, chaque entreprise fabrique des produits finis déterminés. Avec la formule $A + B + C$, chaque usine peut calculer le temps de travail contenu dans ses produits. Dans notre exemple de la fabrique de chaussures, chaque produit fini, chaque paire de chaussures, contient en moyenne trois heures de travail. On peut déterminer cette moyenne pour chaque produit et pour chaque entreprise. Le produit fini d'une entreprise, pour autant qu'il ne sert pas à la consommation individuelle, entre dans une autre entreprise sous forme A ou B, laquelle calcule aussi son produit fini en heures de travail. Ceci vaut pour toutes les entreprises sans égard à la quantité ou la nature de leur produits.

Quand chaque entreprise a déterminé le temps de travail moyen contenu dans ses produits, il reste encore à trouver la moyenne sociale. Toutes les entreprises, c'est-à-dire celles qui produisent les mêmes objets, doivent entrer en relation. A partir des entreprises individuelles d'une industrie déterminée, sur un territoire donné, on établit la moyenne générale. Si, pour prendre un exemple grossier, 100 fabriques de chaussures

(21) Cette répartition antagonique aura naturellement pour résultat une lutte pour de meilleures conditions de travail. Cependant, au début du communisme, il peut être nécessaire d'adapter la répartition à la diversité du travail. Quoi qu'il en soit, nous voulons seulement dire ici que, dans une telle situation, calculer en temps de travail ne présenterait aucune difficulté.

(22) K. MARX - « Notes marginales », p. 25.

atteignent une moyenne de trois heures, 100 autres une moyenne de deux heures, la moyenne générale pour une paire de chaussures est de 2,5 heures. Les différences résultent des différences de productivité des diverses entreprises. Bien que cela soit un héritage du capitalisme, et qu'à la longue les différences de productivité soient destinées à disparaître, le retard d'une entreprise doit être entre temps compensé par l'avance d'une autre. Mais au point de vue de la société, il n'existe qu'une productivité sociale moyenne. La détermination du temps de travail social moyen exige la cartellisation des usines et industries individuelles. L'opposition entre heure de travail moyen d'entreprise et heure de travail social moyen trouve sa résolution dans le cartel de production.

Avec le développement de la productivité du travail, diminue le temps de travail social moyen. Si le produit ainsi « meilleur marché » est destiné à la consommation individuelle, il y entre comme tel, c'est-à-dire avec une moyenne réduite. Si c'est un produit fini qui sert de moyen de production à d'autres entreprises, la consommation de (A + B) baisse pour celles-ci, leurs coûts d'entreprise baissent et avec eux le temps de travail de leurs produits finis. La compensation des fluctuations ainsi causées est un problème purement technique qui ne soulève aucune difficulté particulière.

Si le temps de travail sert de mesure pour la production, il doit également s'appliquer à la répartition. MARX décrivaient cette unité en phrases très simples (23) :

« Si par exemple, la journée sociale de travail se compose des heures de travail individuel, ce que le producteur a donné à la société, c'est son quantum individuel de travail. Le temps de travail individuel du producteur individuel est la partie fournie par lui à la journée de travail social, sa participation à celle-ci. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il lui a fourni tant et tant de travail (déduction faite du travail pour le fond social) et avec ce bon, il retire du fond social des moyens de consommation autant que cela coûte en travail. Ce même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme. »

La spécialisation du travail entraîne l'utilisation de signes quelconques pour prélever des biens sociaux de consommation. Les producteurs reçoivent autant de ces signes qu'il correspond aux heures de travail qu'ils ont effectuées. On peut appeler ces signes « monnaie-travail », bien qu'il ne s'agisse plus de monnaie au sens capitaliste du terme. « Les producteurs, écrit MARX, peuvent d'après moi recevoir des signes de papier grâce auxquels ils reçoivent du fonds social de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces signes ne sont pas de l'argent, ils ne circulent pas. »

(23) K. MARX - *Le capital* - livre II. - MARX écrit encore à propos de « l'argent-travail » d'OWEN : « c'est aussi peu de l'argent qu'un billet de théâtre. Le certificat de travail constate seulement la participation individuelle du producteur au travail commun et son droit individuel à une part de consommation déterminée du produit total ». - *Le capital* - livre I.

Cependant, les ouvriers ne peuvent recevoir le montant total de leur travail. Le temps de travail n'est pas la mesure directe de la part individuelle consommable du produit social. MARX le précise :

« Si nous prenons d'abord le mot « fruits du travail » au sens de produit du travail, le fruit du travail communautaire est le produit social tout entier. Il faut en déduire *premièrement* ce qui est nécessaire pour remplacer les moyens de production usagés, *deuxièmement* une réserve ou fonds de sécurité contre les accidents, les désastres d'origine naturelle, etc... Ces défalcatons sur le « fruit intégral » du travail sont une nécessité économique et leur importance sera déterminée en fonction du moyen et des forces disponibles - en partie par le calcul des probabilités, mais elles ne peuvent être calculées en aucune manière sur la base de l'équité. Reste l'autre partie du produit total destinée à la consommation. Avant de procéder à la répartition individuelle, il faut en déduire *premièrement* les frais généraux d'administration qui n'appartiennent pas à la production. Cette partie sera immédiatement réduite de façon très importante comparativement à aujourd'hui et ira diminuant au fur et à mesure que la nouvelle société se développera. *Deuxièmement* ce qui est destiné à la satisfaction communautaire des besoins, par exemple : les écoles, les hôpitaux, etc... Cette partie croît immédiatement d'une manière importante par rapport à aujourd'hui et va encore croissant au fur et à mesure que la nouvelle société se développe. *Troisièmement*, fonds pour ceux qui sont incapables de travailler, etc... bref, pour ce qui a trait à ce qu'on appelle, assistance publique aujourd'hui. C'est seulement alors que nous arrivons à la distribution des moyens de consommation entre les producteurs individuels de la communauté. Le « fruit intégral du travail » est devenu « partiel » encore que ce qui est enlevé au producteur en tant qu'individu privé, il le retrouve directement ou indirectement en tant que membre de la société ». (Notes marginales).

Les établissements qui ne produisent pas de biens matériels mais qui prennent part à la consommation sociale doivent être considérés comme des entreprises. Leurs services sont livrés immédiatement à la société, production et distribution ne font qu'un. Pour ces entreprises, le but final du communisme (« à chacun selon ses besoins ») est déjà réalisé, leur répartition n'est réglée d'après aucune mesure économique. Nous appelons ces entreprises services publics ou services du travail social (STS). De même que les différences de productivité, de même l'existence des STS apporte une complication à la comptabilité communiste. Tout ce dont les services publics ont besoin doit être prélevé sur la masse des biens des usines productives.

« La société crée des produits sous mille formes différentes et en eux exprime combien d'heures de travail social moyen a nécessité leur production. De cette masse de produits, les usines productives retirent d'abord de quoi renouveler leurs moyens de production et leurs matières premières. Les entreprises STS en font alors autant tandis que le reste des produits est consommé par tous les ouvriers. C'est ainsi que la société absorbe le produit social tout entier. » (24)

(24) « *Principes fondamentaux d'une production et d'une répartition communistes* », p. 66.

Revenons à notre schéma de production pour la société dans son ensemble, il est de la forme $(A + B) + C =$ masse de produits et dans notre exemple $(100 + 600) + 600 = 1300$ millions h/t - A et B doivent être reproduits, il reste du produit total 600 millions h/t. Les STS retirent de ces 600 millions leurs moyens de production et leurs matières premières. Il est également nécessaire de connaître la consommation totale des services publics. Appelons a leurs moyens de production, b leurs matières premières, c leur force de travail, le budget total des STS est alors :

$$(a + b) + c = \text{budget des STS}$$

soit $(8 + 50) + 50 = 108$ millions h/t.

Il faut déduire des 600 millions de h/t pour la consommation, 58 millions pour $(a + b)$. Il reste 542 millions h/t pour la consommation individuelle. Nous appelons cette partie : facteurs de la consommation individuelle F.C.I. La formule de F.C.I. est $C - (a + b)$

$$\text{soit avec les chiffres de notre exemple :}$$

$$\text{FCI} = \frac{600 - 58}{600 + 50} = \frac{542}{650} = 0,83$$

Si un ouvrier a travaillé 40 heures, il reçoit de l'argent travail pour $40 \times 0,83 = 33,2$ h/t qui lui permettent d'acquérir les biens de son choix. Ce calcul est possible parce que toutes les entreprises comptabilisent ce qu'elles consomment en A, B, C. La comptabilité qui enregistre tous les produits a en mains tous les éléments qui lui seront nécessaires pour établir le règlement, c'est-à-dire C, a, b, c, qui résultent d'une simple opération d'apurement. (virement).

Dans les entreprises STS, le principe à chacun selon ses besoins est déjà réalisé. Avec le développement et la croissance du communisme, ce type d'entreprise s'étend toujours davantage (assistance publique, nourriture, transport, logement). Plus la société se développe dans ce sens, plus les usines se transforment en STS et moins le travail individuel sera la mesure de la consommation individuelle. Il faut voir dans cette tendance, la tendance au développement vers la société communiste. MARX dit :

« Ce n'est qu'à un haut degré de développement de la société communiste après qu'a disparu l'affreuse subordination des individus à la division du travail et ainsi l'opposition entre travail physique et intellectuel seulement après que le travail est devenu non seulement un mode d'existence mais encore une condition de l'existence, sa première condition seulement après que les forces productives se soient développées en même temps que les individus sous tous les rapports et seulement après que toutes les sources de la richesse auront commencé à jaillir, seulement alors on pourra

dépasser l'étroit horizon du droit bourgeois et la société pourra inscrire sur son drapeau « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». (25)

Avec le développement du communisme, le calcul change pour FCI. Diverses entreprises, une centrale électrique par exemple, travaillent en partie pour la consommation individuelle, en partie dans un but purement productif. Si comme dans notre exemple le courant est fourni gratuitement aux consommateurs, la centrale électrique appartient alors à un nouveau type d'entreprise. Pour le calcul, ces entreprises mixtes doivent être considérées soit comme une entreprise productive, soit comme STS. Les fournitures de courant entrant dans la consommation individuelle et exprimées en h/t doivent être restituées à notre centrale électrique par FCI. L'addition de ces fournitures pour toutes les entreprises mixtes constitue le déficit que doit combler le FCI. Appelons le déficit général D, nous avons alors une nouvelle forme de répartition

$$\text{FCI} = \frac{C - (a + b) - D}{C + c}$$

Diverses variantes sont alors possibles suivant que l'on compte les entreprises mixtes avec les STS ou avec les usines productives ou qu'on les répartisse entre les deux. Mais aucune de ces variantes ne complique la compréhension de l'ensemble.

Si le rapport entre producteur et produit est donné, l'organisation verticale et horizontale des usines n'est plus qu'une question technique parfaitement soluble qui économiquement ne présente aucune difficulté. La répartition, comme la production est une question sociale. Les « frais » de répartition sont intégrés dans le budget général des STS, c'est-à-dire que les organismes de répartition sont des organismes d'entreprises du type STS qui effectuent leurs calculs d'après la formule $(A + B) + C$.

A l'éternelle question de l'économie bourgeoise : par quoi le communisme remplace-t-il le marché ? puisque celui-ci entre autres fonctions, joue le rôle d'indicateur des besoins sociaux, le communisme répond en créant des organismes de répartition et en faisant des organes capables de donner une expression collective aux désirs individuels. L'organisation des consommateurs en communautés qui sont en relation directe avec les organismes de production permet la complète mobilité d'adaptabilité de leur satisfaction des besoins.

(25) K. MARX - « Notes marginales » p. 27.

La reproduction simple que nous avons examinée jusqu'ici n'est pourtant qu'une hypothèse méthodologique simplifiée qui ne correspond pas à la réalité. Le Progrès humain exige l'élargissement des forces productrices. Le procès de reproduction doit s'accomplir à une échelle élargie. Dans le capitalisme, ce procès est, en tant que procès d'accumulation du capital, la fonction individuelle des entreprises capitalistes. Dans la société communiste, c'est une fonction sociale. Une partie du produit social est employée à élargir l'appareil de production. Mais pour faire de la reproduction élargie une activité consciente, il est nécessaire de connaître le temps de travail social nécessaire à la reproduction simple. Le schéma de la reproduction simple est $(A + B) + C$. Si l'appareil matériel de production doit être élargi de 10 %, il faut retirer de la consommation individuelle une masse de produits égale à dix pour cent de $(A + B)$. Dans l'accumulation accomplie, la production s'effectue d'après la formule $1,1(A + B) + C$

Nous avons déjà montré que le produit social est complètement absorbé par la société, si la consommation = $C - (a + b)$

$$FCI = \frac{C + c}{C + c}$$

Maintenant la consommation individuelle doit être diminuée de $0,1(A + B)$. Pour élargir la production de 10 % nous avons la formule :

$$C - 0,1(A + B) - (a + b)$$

$$C + c.$$

Cette formule générale ne remplace pas la solution concrète du problème dans la réalité, dans le cadre de ce travail nous devons pourtant nous en contenter et renvoyer encore à MARX (26) :

« Si nous imaginons une société non plus capitaliste mais communiste, le capital argent disparaît immédiatement et aussi le masque des transactions qui s'opèrent sous son couvert. L'affaire se réduit simplement à ce que la société doit calculer à l'avance combien de travail, combien de moyens de production et de consommation elle peut employer sans dommage dans des branches d'activité qui, comme la construction d'une voie ferrée par exemple, pour une longue période, un an ou plus, ne livrent ni moyens de production, ni moyens de consommation, ni aucun objet d'utilité, mais retirent bel et bien de la production totale annuelle du travail, des moyens de production et des moyens de consommation ». Tenons-nous en à cet exemple. Si la construction d'une voie ferrée s'avère nécessaire, sa construction appartient à la partie STS de la production sociale. Si elle demande trois années de travail d'une certaine quantité d'h/t chacune, on déduit le tout du FCI pour compte du STS.

Pour les échanges entre entreprises, l'argent-temps de travail est superflu. Quand une entreprise a livré son produit fini, elle a ajouté $A + B + C$ heures de travail à la grande chaîne des travaux partiels de la société. Celles-ci doivent être retrouvées en même quantité aux entreprises sous forme d'autres produits finis. L'argent-travail ne vaut que pour la consommation individuelle. Avec l'intégration progressive de nouvelles entreprises dans la production STS, la répartition par le truchement d'argent-travail va toujours en diminuant, et tend à disparaître. Etablir FCI est la tâche de la comptabilité sociale. Au crédit de cette comp-

tabilité sociale il y a C, au débit : a, b, c , MARX dit (27) « La comptabilisation, en tant que contrôle et vue d'ensemble idéale du procès économique, sera d'autant plus nécessaire que le procès se développe de façon de plus en plus collective et perd son caractère purement individuel ; aussi est-elle plus nécessaire dans la production capitaliste que dans les entreprises artisanales ou rurales, plus nécessaire dans la production communautaire que dans la production capitaliste ».

Dans la société communiste, cette comptabilité est comptabilité et rien d'autre. Elle est le centre du procès économique et ne comporte pas de pouvoir sur les producteurs ou sur les entreprises individuelles. La comptabilité sociale n'est elle-même qu'une entreprise du type STS. Ses fonctions sont : enregistrer la circulation des produits, déterminer FCI, émettre l'argent-travail, contrôler la production et la répartition. Le contrôle du procès de travail est purement technique et peut être assuré par chaque entreprise elle-même. Le contrôle exercé par la comptabilité sociale ne va pas plus loin que le calcul de ce qui entre et sort de chaque entreprise et la surveillance de sa productivité. « Le contrôle de la production dans la société des producteurs libres et égaux n'est pas le fait de personnes ou d'instances gouvernementales, il est accompli par l'enregistrement public du procès de production, c'est-à-dire que la production est contrôlée par la reproduction ». (28)

Nous avons déjà montré que la production d'après le temps de travail social moyen exige la cartellisation des entreprises de même espèce. A 1, 2, 3, n, etc... les usines appartenant à un cartel de production, appelons T leur total ; la production totale qui en résulte est :

$$\text{Usine 1 } (A_1 + B_1) + C_1 = X_1 \text{ kg produit}$$

$$\text{Usine 2 } (A_2 + B_2) + C_2 = X_2 \text{ kg produit}$$

$$\text{Usine 3 } (A_3 + B_3) + C_3 = X_3 \text{ kg produit}$$

$$\text{Usine n } (A_n + B_n) + C_n = X_n \text{ kg produit}$$

$$\text{Total} = (AT + BT) + CT = XT \text{ kg produit}$$

Le temps de production social moyen par kilo de produit est alors : $(AT + BT) + CT$

XT

Le temps de production social moyen est l'unité de productivité et à partir des variations des usines individuelles par rapport au temps de production social moyen en établit leur productivité et on a ainsi le moyen de les contrôler. On détermine en même temps la rationalité du processus de production. Le temps de production social moyen est le contrôleur de la communauté de production.

Les organismes d'entreprise présentent à l'entreprise leur budget de production pour la comptabilité sociale. A partir de l'ensemble des budgets de production on établit l'inventaire d'ensemble. Les produits arrivent aux usines sous une forme et en repartent sous une autre forme. Toute livraison de bien est enregistrée en virement dans la comptabilité sociale, ce qui permet d'avoir à chaque instant une vue d'ensemble du débit et du crédit d'entreprise. Tout ce qui est consommé par une usine, comme A, B ou argent-travail apparaît au débit de l'usine, ce qu'elle a livré en produits à la

(26) K. MARX - « Le capital » - livre II.

(27) K. MARX - « Le capital » - livre II.

(28) Principes fondamentaux d'une production et d'une répartition communistes - p. 99.

société apparaît au crédit. Les deux doivent coïncider dans un flux ininterrompu, ce qui montre si, et jusqu'à quel point, la production s'accomplit sans incident. Surplus et déficits des entreprises deviennent visibles et peuvent être solutionnés. Le procès de reproduction devient le contrôleur de la production.

Si une entreprise ne peut maintenir sa productivité, si celle-ci tombe, les autres entreprises du cartel ne peuvent alors compenser le déficit de la première, même si elles produisent au-dessus du temps de production social moyen. L'entreprise improductive ne peut se reproduire, la perturbation est visible et la société peut y remédier. Le contrôle des STS s'effectue en partie parallèlement à celui des entreprises productives. Il s'établit à partir de la production matérielle, par l'enregistrement des livraisons de biens et le prélèvement d'argent-travail. Pourtant le produit des STS entre « gratuitement » dans la société, de sorte que la partie crédit manque dans leur comptabilité. Le contrôle de leur productivité ne sera vraisemblablement possible que par recherches comparatives.

Si en régime capitaliste, la catégorie temps de travail social moyen est déterminée par la « valeur » elle ne l'est dans la société communiste que comme travail produisant des biens. Si de plus en régime capitaliste, la productivité sociale doit être réglée par le marché ce qui occasionne un gaspillage énorme de forces productives, en régime communiste, la diminution du temps de production social moyen est une activité consciente et socialement ordonnée. Elle conduit à une baisse générale des temps de reproduction. Si par exemple, une entreprise a calculé ses moyens de production à 100.000 h/t, s'il est admis que ceux-ci auront une durée d'usage de 10 ans, il faut intégrer chaque année aux produits de cette usine 10.000 h/t. Si le temps de reproduction social moyen des moyens de production utilisés dans cette usine baisse, il peut alors se procurer pour sa reproduction des machines

meilleures ou plus nombreuses, ce qui accroîtra sa productivité et signifie pratiquement un élargissement de l'appareil de production sans emploi de travail supplémentaire. Pour cette usine, le temps de production est changé. Comme le temps social moyen de reproduction est maintenu, il n'y a que le facteur productivité de cette entreprise qui change. Le temps social moyen de production du cartel reste le temps social moyen de reproduction, car les moyens de production eux aussi parcourent les usines d'une manière ininterrompue. Les temps sociaux de reproduction les plus bas, se fondent toujours avec le temps social moyen de reproduction dans le procès de production. Pour résumer, on peut dire (29) :

« La base du temps social moyen de reproduction est l'heure de travail social moyen. Cette catégorie est également valable en régime capitaliste. Les différences individuelles ne s'expriment plus maintenant non plus dans les marchandises car sur le marché le produit est transformé en argent, c'est-à-dire en une marchandise universelle qui supprime toutes les différences individuelles. Dans la société communiste c'est le temps social moyen de reproduction qui contient en lui toutes les différences individuelles entre le travail lent et le travail routinier, entre les capacités plus ou moins grandes, entre le travail manuel et le travail intellectuel. Le temps social moyen de reproduction est ainsi quelque chose qui n'existe pas comme tel, comme quelque chose de particulier. De même que les lois de la nature font de phénomènes particuliers un cas général qui n'existe pas comme tel, l'heure de travail social moyen, qui n'a aucune existence concrète, incarne le cas général de multiples particularités du procès social d'assimilation ».

(29) *Principes fondamentaux d'une production et d'une répartition communistes* - p. 112.

Ce texte a été publié pour la première fois dans *Räte Korespondenz*, sous la signature de G.I.K.H., n° 10-11, juillet-août 1935. Il a été traduit en français et diffusé de manière limitée en juin 1952. C'est cette traduction qui a servi de base au présent texte, après avoir été revue et complétée.

Préface de Paul Mattick

AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX

Le travail collectif qui a pour titre *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* parut en 1930, il y a donc quarante ans. Ses auteurs, membres du Groupe des Communistes Internationalistes de Hollande (G.I.K.), se rattachaient au mouvement des conseils.

Les conseils ouvriers avaient fait leur première apparition lors de la révolution russe de 1905. Selon Lénine ils avaient déjà en puissance, dès cette époque, la possibilité de prendre le pouvoir politique, même si dans la réalité ils en étaient encore au stade de la révolution bourgeoise. Pour Trotsky, les conseils, à l'opposé des partis politiques, représentaient l'organisation du prolétariat par lui-même. Le hollandais Anton Pannekoek voyait dans le mouvement des conseils cette auto-organisation qui lui permettrait d'assurer sa domination de classe et son règne sur la production. La révolution de 1905 vaincue, les conseils disparurent, et avec eux tout intérêt pour cette nouvelle forme d'organisation ; partis politiques et syndicats traditionnels avaient de nouveau le champ libre au sein du mouvement ouvrier. La révolution russe de 1917 devait ramener les conseils au premier plan dans le mouvement ouvrier international, mais on ne les considérait plus comme une expression de l'organisation spontanée des ouvriers révolutionnaires, mais plutôt comme un moyen de lutte devenu nécessaire face à l'attitude contre-révolutionnaire de l'ancien mouvement ouvrier.

La première guerre mondiale et l'écroulement de la deuxième internationale marquant la fin de la première période du mouvement ouvrier. Ce qu'on pouvait déjà voir depuis assez longtemps, c'est-à-dire l'intégration du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, devenait maintenant manifeste. Le mouvement ouvrier n'était plus un mouvement révolutionnaire, mais un mouvement d'ouvriers cherchant sa place au sein du capitalisme. Ce n'étaient pas seulement les dirigeants mais

aussi les ouvriers qui avaient perdu toute volonté de détruire le capitalisme et qui par conséquent se contentaient de l'action syndicale au sein de ce système. Les possibilités limitées, laissées aux partis et aux syndicats au sein de la société bourgeoise, suffisaient et en fait correspondaient aux intérêts réels de la classe ouvrière. Et c'était tout ce qu'on pouvait espérer, car un capitalisme en développement continu exclut l'existence de tout mouvement révolutionnaire réel.

Mais la conception idyllique d'une évolution du capitalisme dans une harmonie des classes, qui était à la base du réformisme, ne put résister aux contradictions capitalistes qui se faisaient jour dans les crises et les guerres. L'idée révolutionnaire, qui, jusqu'alors, avait été l'apanage idéologique d'une minorité radicale au sein du mouvement ouvrier, atteignait les grandes masses : la guerre mettait à nu la nature réelle du capitalisme, et pas du capitalisme tout seul, mais aussi des organisations ouvrières qui s'y étaient développées. Celles-ci n'étaient plus aux mains des ouvriers ; elles ne se souciaient de ces derniers que dans la mesure où il fallait pour assurer l'existence de leur bureaucratie. Les fonctions mêmes de ces organisations exigent le maintien du système capitaliste et c'est pourquoi elles ne peuvent éviter de s'opposer à toute lutte sérieuse contre ce système. Un mouvement révolutionnaire a donc besoin de formes d'organisation qui aillent au-delà du capitalisme, qui restaurent la direction perdue des ouvriers sur leur organisation et qui ne regroupent pas seulement une partie des ouvriers, mais les ouvriers en tant que classe.

Le mouvement des conseils fut une première tentative de construire des formes d'organisation adaptées à la révolution prolétarienne.

La révolution russe, comme la révolution allemande, trouva son expression organisationnelle dans le mouvement des conseils.

Mais ce mouvement dans les deux cas se montra incapable de conserver le pouvoir politique et de l'utiliser pour construire une économie socialiste. Si, en Russie, l'échec du mouvement des conseils est certainement dû au retard tant politique qu'économique de ce pays, celui du mouvement allemand résulte certainement de l'absence de volonté des masses ouvrières de construire le socialisme par des méthodes révolutionnaires. Pour ces ouvriers, cette construction était une tâche de gouvernement, et non une tâche des ouvriers eux-mêmes, et le mouvement des conseils décréta sa propre mort en rétablissant la démocratie bourgeoise.

Le parti bolchévique prit le pouvoir politique grâce au mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » ; mais il n'en partageait pas moins la conviction social-démocrate que la réalisation du socialisme est affaire d'Etat et non des Conseils. Si en Allemagne aucune forme de socialisation ne se développa, en Russie l'Etat bolchévique abolit la propriété privée capitaliste, sans pour autant donner le droit de gestion aux ouvriers. Du point de vue de ceux-ci, le résultat en était un capitalisme d'Etat qui ne changeait en rien leur situation dans la société et qui continuait, et continue encore aujourd'hui, à leur réserver leur place d'exploités, même si c'était au bénéfice d'une nouvelle classe privilégiée en formation. Ainsi le socialisme ne pourrait se réaliser ni par l'action d'un Etat réformateur au sein de la démocratie bourgeoise, ni par le nouvel Etat bolchévique révolutionnaire.

Mais même abstraction faite de cette immaturité objective et subjective de la situation, les voies menant au socialisme restaient mal tracées. La théorie socialiste en général se bornait à la critique du capitalisme, à la détermination de la stratégie et de la tactique de la lutte de classe au sein de la société bourgeoise. Lorsqu'on discutait du socialisme lui-même, c'était pour estimer que les voies du socialisme étaient déjà inscrites dans le capitalisme. Marx, lui-même, n'avait laissé que quelques remarques de principe sur le caractère de la société socialiste ; il estimait en effet de peu d'intérêt d'essayer de faire des prédictions sur l'avenir au-delà de ce qui est déjà contenu dans le passé et le présent.

Mais, contrairement aux conceptions qui avaient eu cours jusque là, Marx n'avait pas manqué de souligner que le socialisme n'est pas l'affaire de l'état mais de la société. Selon lui, le socialisme, « association des producteurs libres et égaux » n'a besoin de « l'Etat », c'est-à-dire de la « dictature du prolétariat », que pour s'établir. Avec sa consolidation, la dictature du prolétariat en tant qu'Etat devra disparaître. La conception social-démocrate, réformiste comme révolutionnaire, identifiait contrôle d'Etat et contrôle social, si bien que le concept d'une « association des producteurs libres et égaux » perdait sa signification originelle. Cette conception ne considérait pas comme signes précurseurs du socialisme au sein du capitalisme une auto-organisation possible de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes, mais les découvrait dans les tendances à la concentration et à la centralisation, qui trouveront leur aboutissement dans la domination de l'Etat sur l'économie tout entière. C'est cette conception du socialisme que partageait la bourgeoisie ; et cette conception qu'elle combattait et qu'elle réfutait, la considérant comme illusoire.

La fin d'un mouvement historique important comme celui des conseils ne veut pas dire pour autant qu'il ne peut pas réapparaître dans une nouvelle situation révolutionnaire. Sa défaite elle-même est pleine d'enseignements. La tâche des communistes de conseils après la défaite de la révolution, ce n'était pas de se livrer à la propagande pour le système des conseils, mais plutôt de tenter de mettre à jour les manques et les erreurs du mouvement. Une des faiblesses, et peut-être la plus importante, de celui-ci c'était le fait que les conseils n'avaient pas une conscience bien claire de leurs tâches dans l'organisation de la production et de la distribution socialistes. Les conseils ouvriers apparaissent tout d'abord au niveau de l'entreprise, et ce sont donc les entreprises qui doivent servir de point de départ à la coordination sociale et à la concentration de la vie économique, grâce auxquelles les producteurs pourront eux-mêmes disposer de leur propre production.

Les principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes furent la première tentative du mouvement des conseils d'Europe occidentale de s'attaquer au problème de la construction du socialisme, sur la base des conseils ouvriers.

Compte tenu des énormes obstacles qui se dressent sur le chemin de la révolution prolétarienne, cet ouvrage, qui traite essentiellement de comptabilité et de calcul économique dans la société communiste, peut, au premier abord, paraître étrange. Comme il est impossible de prévoir les difficultés politiques qui se poseront dans l'édification du socialisme, toute préoccupation à cet égard ne peut rester que spéculative. Il peut en effet être facile ou difficile de dépasser un système social donné ; ce dépassement dépend de circonstances qu'on ne peut guère prévoir. Pourtant les *Principes fondamentaux* ne s'attaquent pas au problème de l'organisation de la révolution elle-même, mais à celui de la phase qui la suit. On ne peut cependant pas prévoir l'état réel de l'économie après la révolution, et par conséquent il est impossible de construire d'avance des programmes de tâches à remplir réellement. Les nécessités de demain seront bien entendu le facteur déterminant. Ce que nous pouvons discuter à l'avance, ce sont les mesures à prendre, les instruments à utiliser pour construire les rapports sociaux souhaités, c'est-à-dire dans le cas qui nous intéresse, les relations communistes entre les hommes.

Le problème théorique de la production et de la distribution communistes, a été posé sur le plan pratique de la révolution russe. Mais, dès le point de départ, la praxis se trouvait canalisée par cette conception d'un contrôle étatique centralisé que partageaient les deux branches de la social-démocratie. Toutes les discussions sur la réalisation du socialisme et du communisme, ne s'attaquaient jamais au vrai problème, c'est-à-dire celui du contrôle des ouvriers sur leur propre production. On se posait en fait comme question : comment, par quels moyens, réaliser une économie centralisée et planifiée ? Selon la théorie marxienne, le socialisme ne doit connaître ni marché ni concurrence ; on en concluait donc que le socialisme devait être une sorte d'économie naturelle, dont production et distribution seraient réglées par un organisme central travaillant sur des statistiques. La critique bourgeoise se mit à critiquer cette conception, en affirmant qu'une économie rationnelle ne peut fonctionner sous de tels auspices, car la production et la distribution sociales exigent une mesure de la valeur telle que

celle qui s'incarne dans les prix du marché.

Nous ne voulons pas ici déflorer la discussion de ce point de vue que font les auteurs des *Principes fondamentaux*, mais nous dirons seulement qu'ils recherchent la solution de ce problème, d'une nécessité du calcul économique, dans le temps de travail social moyen utilisé comme base et de la production et de la distribution. Ils envisagent en détail l'application pratique de cette méthode de calcul et la comptabilité publique qui en résulte. Comme il ne s'agit que d'un moyen pour obtenir un certain résultat, on ne peut le critiquer d'un simple point de vue logique. L'utilisation de ce moyen présuppose la volonté de construire une production et une distribution communistes. Ce préalable admis, rien ne peut s'opposer à l'application d'un tel moyen, même si on peut en imaginer d'autres utilisables dans le communisme.

Pour Marx, toute forme d'économie cherche à « épargner le temps ». Distribution et répartition du travail social nécessaire à la réalisation des besoins de la production et de la consommation font du temps de travail l'unité de mesure de la production en système capitaliste, mais pas de la distribution. Les prix tels qu'ils existent dans le capitalisme, reposent sur la valeur liée au temps de travail. Ce n'est pas là une propriété individuelle d'une marchandise donnée, mais une propriété qui se rattache à la production sociale générale dans laquelle tous les prix ne peuvent refléter que la valeur générale de la production, liée au temps de travail. Les relations de production, c'est-à-dire d'exploitation, du capitalisme, qui sont en même temps des relations de marché, et l'accumulation du capital, motif et moteur de la production capitaliste, excluent tout échange de valeur équivalente liée au temps de travail. Pourtant la loi de la valeur domine l'économie capitaliste et son développement.

On pourrait à partir de là supposer que dans le socialisme la loi de la valeur jouerait encore et qu'il faudrait prendre en considération le temps de travail pour faire fonctionner l'économie de manière rationnelle. Mais ce n'est que dans les conditions capitalistes que le temps de travail devient une « valeur temps de travail », dans ces conditions où la coordina-

tion sociale nécessaire de la production est abandonnée au marché et aux relations de propriété privée. Sans les relations capitalistes de marché, il n'y a pas de loi de la valeur, même si de toute façon le temps de travail doit être pris en considération pour adapter la production sociale aux besoins sociaux. C'est dans ce sens que les *Principes fondamentaux* parlent du temps de travail social moyen.

Les auteurs de cet ouvrage font remarquer que déjà avant eux on avait proposé que le temps de travail soit utilisé comme unité de mesure économique. Mais pour eux ces propositions n'allaient pas assez loin car elles en restaient à la production et ne s'intéressaient pas à la distribution et par là restaient liées au capitalisme. Dans leur conception, le temps de travail social moyen doit être utilisé aussi bien pour la production que pour la distribution. On se heurte cependant ici à une difficulté et à une faiblesse de ce type de calcul à partir du temps de travail. Marx les avait déjà rencontrées, et il n'avait pu les dépasser qu'en proposant la suppression du temps de travail dans le domaine de la distribution dès que serait réalisé le principe communiste : « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx explique qu'une distribution égale basée sur le temps de travail amène du même coup de nouvelles inégalités puisque les producteurs diffèrent les uns des autres par leurs capacités au travail et leurs relations privées : certains font plus de travail que d'autres dans le même temps, certains ont des familles à entretenir, d'autres pas, si bien que l'inégalité de la distribution, basée sur le temps de travail, apparaît comme une inégalité dans les conditions de consommation. Marx écrit ainsi :

« A égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc... Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal mais inégal » (1).

Mais bien que

« ces défauts soient inévitables dans la première phase de la société communiste » (2),

Marx ne les considère pas pour autant comme un principe communiste. Quand les auteurs des *Principes fondamentaux* affirment que leur travail est une application conséquente du processus de pensée marxien, ce n'est vrai que dans la mesure où il s'agit des pensées de Marx qui se rapportent à une phase dans laquelle le principe d'échange domine encore, phase qui doit s'achever par l'avènement du socialisme.

Il allait de soi, selon Marx, que

« la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de distribution elles-mêmes... Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'en suivra parallèlement ».

Les défauts d'une distribution, fondée sur le temps de travail, ne pouvait donc pas être dépassés par une séparation entre production et distribution : le contrôle de la production par les producteurs sous-entend leur contrôle sur la distribution, tout comme la direction étatique de la distribution — c'est-à-dire la répartition par en haut — contient en elle-même le contrôle étatique de la production. Les auteurs des *Principes fondamentaux* ont raison d'insister sur le fait que les producteurs ont le droit de disposer de leur production, mais c'est une tout autre affaire d'affirmer que ce droit de disposition doit s'exercer par l'intermédiaire d'une distribution basée sur l'égalité des temps de travail.

Dans les pays capitalistes hautement développés, c'est-à-dire ceux dans lesquels une révolution socialiste est possible, les forces productives ont atteint un niveau suffisant pour produire en excès les objets de consommation. Quand on pense que plus de la moitié de toute la production capitaliste, et toutes les activités non productives qui y sont reliées — sans même tenir compte des moyens de production non utilisés — n'a rien à voir avec la consommation des hommes, mais n'a de « sens » que par rapport à cette société capitaliste irrationnelle, il devient clair que dans les conditions, qui seront celles d'une économie communiste, il sera facile de produire un tel excès de biens de consommation que tout calcul de la participation individuelle deviendra inutile.

(1) K. Marx, *Critique du programme de Gotha* Editions sociales 1950, p. 24-25.

(2) *Idem*, p. 25.

Mais la réalisation d'un tel excès de biens de consommation si elle existe potentiellement dès aujourd'hui, présuppose cependant une transformation complète de la production sociale qui doit être fondée sur les besoins réels des producteurs. La transformation, qui fera passer de la production de capital à une production orientée vers la satisfaction des besoins des hommes, apportera avec elle, à n'en pas douter, une transformation du développement industriel et technique, qui ne résultera pas uniquement de la destruction des rapports capitalistes et qui permettra d'assurer l'avenir toujours menacé de l'espèce humaine en général.

Sans doute les *Principes fondamentaux* insistent-ils avec raison sur le fait que la production sera gouvernée par la reproduction et sans doute le point de départ de la production communiste n'est-il rien d'autre que le point final de la production capitaliste, mais la nouvelle société exige quelque chose de plus ; elle a besoin d'une transformation adéquate des buts et des méthodes de production. Des mesures qui amèneront cette transformation devront être prises, et ce sont les résultats de ces mesures qui détermineront si la distribution sera faite sur la base de la participation à la production ou selon les besoins réels en perpétuelle évolution. Bien plus, il est tout à fait possible qu'une destruction partielle de la base de la production amenée par une lutte de classe liée aux changements sociaux, puisse interdire une distribution sur la base du temps de travail, sans pour autant interdire une distribution égale, par exemple sous la forme d'un rationnement. Cette distribution pourrait d'ailleurs être assurée par les ouvriers eux-mêmes, directement, sans passer par le truchement de la comptabilité en temps de travail. Les *Principes fondamentaux* partent, pour ainsi dire, d'un système communiste « normal », c'est-à-dire s'étant déjà imposé complètement et se reproduisant dans sa nouvelle structure. Si telles sont les conditions, une distribution fondée sur le temps de travail apparaît superflue.

Il faut d'autre part souligner que le « rapport exact entre producteurs et produits » qu'exigent les *Principes fondamentaux*, ne porte que sur la partie de la production qui correspond à la consommation publique et à la reproduction de la production sociale. Le processus de socialisation s'exprime par la diminution de la consommation individuelle et l'augmentation de la consommation publique,

si bien que le développement communiste tendra de plus en plus à la suppression de la comptabilité en temps de travail dans la distribution. L'économie sans marché exige que les consommateurs s'organisent en communautés en liaison directe avec les organisations d'usines. C'est par l'intermédiaire de ces communautés que les désirs individuels de consommation et par conséquent la production pourront trouver une expression collective. C'est malheureusement cette partie des *Principes fondamentaux* qui est la moins développée, et c'est dommage car le capitalisme utilise, pour sa propre apologie, la prétendue liberté de l'économie de marché. Il est cependant tout à fait possible que les besoins de la consommation puissent être satisfaits sans l'intermédiaire du marché, et dans la société communiste ce le sera d'autant plus que les déformations, résultant d'une distribution liée à la structure de classe, exigées par le marché, auront été supprimées.

L'exigence d'une « comptabilité exacte » pour la production ne peut être satisfaite ; il ne s'agit en fait que d'une approximation, car le processus de reproduction et celui du travail est soumis à une transformation continue. La détermination du temps de travail social moyen, pour la production dans son ensemble, exige un certain temps et le résultat obtenu est déjà rendu caduc par l'état réel atteint par la production. « L'exactitude » se réfère à une étape passée ; et ceci est inévitable, même si on tente de réduire le décalage par l'utilisation des moyens modernes de calcul. Donc le temps de travail social moyen est soumis à des variations constantes. Mais cette inexactitude n'est pas un obstacle suffisant pour empêcher un calcul de la production et de la reproduction sociales, qu'elles soient simples ou élargies. Toutefois la situation réelle n'est plus celle sur laquelle on a effectué les calculs, et elle ne peut s'atteindre qu'en tenant compte d'une inadéquation. La comptabilité en temps de travail n'exige pas en fait un accord parfait entre le temps de travail de production obtenu par le calcul et le temps de travail social moyen réel de la production qui en est résultée ; il s'agit au contraire du besoin d'ordonner et de distribuer le travail social, et, de par sa nature même, cette opération ne peut être qu'approximative. En fait on n'a pas besoin de plus dans une société communiste.

Les auteurs des *Principes fondamentaux* veulent organiser la production de sorte que « la relation exacte entre producteur et produit

soit la base du processus de production sociale ». Ils y voient le « problème central de la révolution prolétarienne », car ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter la mise en place d'un appareil au-dessus des producteurs. Ce n'est que par la fixation de ce rapport producteur-produit qu'on arrivera à « se passer du travail des dirigeants et des administrateurs dans le domaine de la distribution des produits ». Il est donc question ici de l'auto-détermination de la distribution par les producteurs en tant que condition préalable, sine qua non, de la société sans classe. La détermination de cette relation exacte producteur-produit ne peut être que le résultat d'une révolution prolétarienne victorieuse, mettant en place le système des conseils, en tant qu'organisation de la société. Si c'est le cas, il se peut toutefois qu'il ne soit pas nécessaire de régler le processus de production à partir de la distribution. On peut imaginer une distribution des biens de consommation, réglée ou non réglée, sans qu'il y ait apparition de nouvelles couches privilégiées. Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'on suppose l'existence d'une norme de distribution que la construction d'une économie communiste s'en trouvera garantie ; d'une économie qui ne doit pas seulement être réglée à partir de la participation des producteurs au produit social, mais aussi à partir des conditions matérielles de la production sociale.

Même avec le système des conseils, on ne pourra éviter d'édifier des institutions chargées de fournir une vue d'ensemble des nécessités et des possibilités de la société toute entière.

Les données ainsi obtenues doivent permettre de prendre des décisions qui ne sont pas accessibles aux organisations d'entreprises individuelles. La construction du système des conseils doit être telle qu'elle permette une régulation centrale de la production, sans que pour autant l'auto-détermination des producteurs en soit diminuée. Même au niveau de l'entreprise individuelle, les décisions des ouvriers seront transmises aux conseils pour exécution, sans qu'il y ait nécessairement pour autant domination des conseils sur les ouvriers. Dans un cadre plus large, atteignant celui de la production nationale, on peut prendre des mesures organisationnelles qui réalisent la fusion entre l'indépendance des institutions qui « coiffent » les entreprises et le contrôle des producteurs. Pourtant cette disparition de

Dans le système capitaliste, ce n'est qu'apparemment que la production est réglée sur le marché. Sans doute celle-ci doit passer par le marché, mais ce dernier est déterminé par la production du capital. C'est la production de valeur d'échange et l'accumulation du capital qui sont à la base du processus de production. La valeur d'usage de ce qui est produit n'est qu'un moyen pour augmenter la valeur d'échange. Les besoins réels des producteurs ne peuvent être pris en considération que dans la mesure où ils coïncident avec les nécessités de l'accumulation. La production, en tant que production de plus-value, se règle automatiquement dans l'économie de marché à travers les relations de valeur d'échange ; cette dernière ne s'identifie à la valeur d'usage, que dans des cas fortuits. La société communiste produit pour les besoins, l'usage, et doit, par conséquent, adapter production et distribution aux besoins réels de la société. Pour pouvoir définir une norme de distribution de quelque type que ce soit, il faut, au préalable, que la production soit déjà contrôlée, en pleine conscience, par les hommes. La distribution procède de la production, même si celle-ci est déterminée par les besoins des consommateurs. L'organisation de la production exige beaucoup plus que la détermination exacte du rapport producteur-produit. Elle implique le contrôle des besoins de la société dans son ensemble, des capacités de production dans leur forme matérielle, ainsi que la distribution du travail social dans une forme appropriée.

l'antinomie centraliste-fédéraliste, que recherchent les *Principes fondamentaux*, ne peut s'obtenir par le simple « enregistrement du processus économique par une comptabilité sociale générale » ; il sera très certainement nécessaire de créer des entreprises spécialisées, incorporées au système des conseils, et s'occupant des problèmes de structure de l'économie.

Le rejet par les *Principes fondamentaux* d'une administration centrale de la production et d'une distribution réglée par l'Etat découle des expériences faites en Russie ; or ces expériences ne reposent pas sur un système de conseils, mais sur le capitalisme d'Etat. Et, même dans ce dernier cas, production et distribution ne sont pas l'œuvre d'un organisme

planificateur, mais de l'Etat qui se sert de ces organes comme moyen. C'est la dictature politique de l'appareil d'Etat sur les ouvriers, et non la planification de l'économie, qui a mené à une nouvelle exploitation, à laquelle peut, d'ailleurs, très bien participer l'administration de la planification. En l'absence de la dictature politique et de l'appareil d'Etat, les ouvriers n'auraient pas à se soumettre à l'administration centrale de la production et de la distribution.

Ainsi la première condition d'une production et d'une distribution communiste est l'absence d'un appareil d'Etat à côté ou au-dessus des conseils : la fonction de l'Etat, c'est-à-dire la répression des tendances contre-révolutionnaires, doit être le fait des ouvriers eux-mêmes, organisés en conseils. Un parti, c'est-à-dire une partie de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir, s'établit comme appareil d'Etat après la conquête de celui-ci ; il cherche alors à soumettre production et distribution à son contrôle, à étendre et perpétuer celui-ci pour maintenir sa position. Si s'établit un contrôle de la majorité par une minorité, alors l'exploitation continue. Le système des conseils ne peut donc tolérer un Etat à côté de lui, sans abandonner le pouvoir. Mais si un tel pouvoir d'Etat, séparé, n'existe pas, toute planification, toute distribution ne peut se faire que par le système des conseils. Les organes du plan deviennent eux-mêmes des entreprises, aux côtés des autres entreprises, et qui les rejoignent en une unité supérieure, au sein du système des conseils.

Il faut également mentionner que la classe ouvrière se modifie constamment, et d'abord dans sa composition. Les *Principes fondamentaux* partent d'un prolétariat industriel rassemblé dans des usines et classe essentielle de la société. Le système des conseils fondé sur les usines détermine la forme de la société et contraint les autres classes, par exemple les paysans indépendants, à s'incorporer dans le système économique. Au cours des quarante dernières années, la classe ouvrière, c'est-à-dire la couche des salariés, s'est évidemment accrue en nombre, mais, relativement à la masse de la population, la proportion des ouvriers d'usine a diminué. Une partie des employés travaille dans les usines aux côtés des ouvriers d'usine ; mais l'autre partie se trouve dans les secteurs de l'administration et de la distribution. La production devenant de plus en plus scientifique, il est possible de considérer les universités en partie comme des « usines », car les forces productives issues

de la science tendent à supplanter celles liées au travail direct. Si dans le capitalisme la plus-value ne peut être que du sur-travail, et ceci quel que soit le niveau de la science, dans le communisme, la richesse sociale s'exprime non pas par une augmentation de travail, mais par une réduction constante du travail nécessaire, due au développement scientifique, maintenant libéré des entraves capitalistes. La production se socialise de façon continue par l'incorporation de masses toujours plus grandes dans le processus de production qui, maintenant, ne peut exister sans une relation et une interpénétration plus étroite de toutes les sortes de travail. Bref, le concept de classe ouvrière s'élargit ; il comprend déjà aujourd'hui plus qu'il y a quarante ans. La division du travail, en perpétuelle évolution, contient déjà en elle-même une tendance à la disparition de la séparation entre les professions, entre travail manuel et intellectuel, entre atelier et bureau, entre ouvriers et supérieurs ; un processus qui, par l'incorporation de tous les producteurs dans une production orientée vers une socialisation accrue, peut amener à un système de conseils qui, en fait, comprendrait toute la société et, par conséquent, mettrait fin à la domination de classe.

On peut partager la méfiance des *Principes fondamentaux* envers les dirigeants, spécialistes, scientifiques » qui prétendent dominer la production et la distribution, sans pour autant méconnaître le fait qu'à part les dirigeants, les spécialistes tout comme les scientifiques, sont eux-mêmes des producteurs. C'est le système de conseils qui justement les rend égaux aux autres producteurs, qui leur retire leur situation particulière au sein du capitalisme. Mais des retours en arrière de la société sont toujours possibles, et il est clair que le système des conseils peut se désagréger. Si par exemple les producteurs se désintéressent de leur auto-détermination, il s'en suit un transfert des fonctions remplies par les conseils à des instances, à l'intérieur du système même, qui s'automatisent par rapport aux producteurs. Les auteurs des *Principes fondamentaux* pensent pouvoir éviter ce danger grâce à une « nouvelle forme de comptabilité de la production, fondement général de toute la production ». Mais cette nouvelle comptabilité doit tout d'abord être introduite et il se peut que les effets qu'on en espère puissent être détruits par toute une suite de modifications. Selon la conception des auteurs des *Principes fondamentaux*, il suffirait d'introduire cette nouvelle comptabilité pour résoudre le problème. Ils s'opposent à la pratique normale du

capitalisme d'Etat, c'est-à-dire « la direction par certaines personnes », et ils prétendent pouvoir l'éviter « à travers le processus concret de la production » dont le contrôle sera assuré par la distribution.

C'est donc le nouveau système de production et de distribution qui garantit, par lui-même, le caractère communiste de la société ; mais dans la réalité le processus de production est toujours réalisé par des individus. Dans le système capitaliste, il existe aussi un « processus concret de la production », c'est celui des lois du marché, auxquelles tous les individus sont soumis. Ici le système domine les hommes. La nature fétichiste du système (*)

Les quelques remarques que nous venons de faire, doivent suffire pour faire ressortir que les Principes fondamentaux, ne proposent pas un programme achevé ; il s'agit d'un premier essai pour comprendre un peu mieux le problème de la production et de la distribution communistes.

Les *Principes fondamentaux* traitent d'une situation sociale encore dans le futur, même aujourd'hui, mais ils n'en sont pas moins un document historique permettant de saisir le niveau de la discussion dans le passé. Leurs auteurs s'attachent à discuter les questions de la socialisation qui s'étaient posées il y a un demi-siècle. Certains de leurs arguments ont depuis perdu une partie de leur actualité. La querelle entre économistes « naturalistes » et représentants de l'économie de marché, à laquelle les *Principes fondamentaux* prirent part, refusant l'une et l'autre, est terminée depuis longtemps. Le socialisme n'est plus, en général, conçu comme une nouvelle société, mais comme une modification du capitalisme. Les partisans de l'économie de marché parlent communément d'une économie de marché planifiée et ceux de l'économie planifiée utilisent l'économie de marché. La détermination de la production à partir de la valeur d'usage n'en exclut pas pour autant une distribution inégale des biens de consommation, par l'intermédiaire d'une manipulation des prix. Les « lois économiques » sont considérées comme indépendantes des structures sociales, et, tout au plus, se querelle-t-on sur la production la plus « économique » de « socialisme » et de « capitalisme ».

(*) Allusion au fétichisme de la marchandise (N. d. T.).

ne fait que cacher les relations sociales réelles : l'exploitation de l'homme par l'homme. Derrière les catégories économiques se trouvent les classes et les individus. Là où le fétichisme du système est percé à jour apparaît la lutte ouverte des classes et des individus. Le communisme est, sans doute, également un système social, mais il ne se trouve pas au-dessus des hommes, car il est directement créé par eux. Il n'a pas de vie propre ni de volonté à laquelle les individus doivent inévitablement se plier : « le processus concret de la production » y est déterminé par les individus, ou plutôt par les individus groupés en conseils.

Le « principe d'économie », c'est-à-dire le principe de la rationalité économique qui, prétend-on, est à la base de toutes les structures sociales et qu'on peut énoncer ainsi : les buts économiques sont réalisés au moindre coût, n'est rien d'autre, en réalité, que le principe ordinaire du capitalisme, celui de la production de profit qui entraîne une extrême rationalisation de l'exploitation. Le « principe d'économie » de la classe ouvrière n'est rien d'autre que la suppression de l'exploitation. C'est de ce « principe économique » que partent les *Principes fondamentaux*, et jusqu'à présent c'est le seul ouvrage qui s'en soit préoccupé. Négligeant l'exploitation, pourtant flagrante, des ouvriers dans les prétendus pays « socialistes », les bavardages académiques sur le socialisme dans les pays capitalistes, ne s'intéressent qu'au capitalisme d'Etat. La « propriété socialiste » des moyens de production est toujours comprise comme appropriation par l'Etat, distribution administrative des biens de consommation, avec ou sans marché, mais décidée par un organisme central. Tout comme dans le capitalisme classique, l'exploitation se trouve deux fois confirmée : par la séparation des producteurs des moyens de production et par la monopolisation de la violence politique. Et là où les ouvriers se sont vu accorder ou ont obtenu une sorte de « droit de participation », le mécanisme du marché ajoute à l'exploitation de l'Etat, l'auto-exploitation.

Quelles que soient les faiblesses des Principes fondamentaux compte tenu de cette situation, ils restent, hier comme aujourd'hui, le point de départ de toute discussion sérieuse et de toute recherche sur la réalisation de la société communiste.

BIBLIOGRAPHIE

pour une étude des fondements de l'économie communiste. Cette bibliographie est sommaire et renvoie à des textes généraux ou particuliers, mais relativement accessibles. Dans la mesure où la publication de ces textes entraînera une discussion, cette liste pourra être complétée par les apports de chacun.

— MARX *Le Capital*
Critique du programme de Gotha
Fondements de la critique de l'économie politique.

Ces textes peuvent être trouvés dans les éditions classiques des œuvres de Marx (Costes ou Editions Sociales) ; la dernière de ces éditions est celle de La Pléiade. Des extraits des *Fondements* figurent dans le tome 2 de cette dernière édition ; ils ont été publiés intégralement aux Editions Anthropos.

— ENGELS *Anti-Dühring* (éditions Costes et Editions Sociales, en deux volumes).

— LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTES : travail collectif d'un groupe de communistes de conseils hollandais ; ce texte est traduit en français et serait prochainement publié (1).

— PANNEKOEK

Workers' Council (cet ouvrage est introuvable dans l'édition anglaise et n'a pas été publié intégralement en français. Des extraits importants de cet ouvrage et d'autres textes de Pannekoek ont été publiés dans l'anthologie.

(1) Rappelons que le texte figurant dans cette brochure, bien que se rapportant aux mêmes problèmes que ceux abordés dans cet ouvrage et y répondant de même manière, n'en est pourtant pas un résumé ; l'un des principaux animateurs du G.E.C. (communistes de conseils de Hollande) a souvent traité dans divers articles de l'économie communiste. C'est l'un des articles qui est publié d'après une traduction française antérieure revue et corrigée.

Pannekoek et les Conseils Ouvriers (éditions E.D.I., présentée par S. Bricianer). Des extraits de *Workers' Council* figurent également dans les *Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseils* (Janover, 97, rue de Belleville, Paris 19ème).

D'autres textes sur les problèmes évoqués dans cette brochure peuvent être trouvés dans les publications suivantes :

— INVARIANCE (n° 2 notamment) (Camatte, résidence Saint-Lazare, 83 Brignoles) .

— CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (notamment un texte de Sebastien Franck « La conception du socialisme chez Otto Ruhle » (n° 2) (Camoin, B.P. 326, 13 Marseille 01).

— AUTOGESTION ET SOCIALISME (15, rue Racine, Paris 6ème), divers articles, tous d'ordre historique.

— REVOLUTION INTERNATIONALE (Giné, B.P. 183, 31 Toulouse 01), critique de l'anarcho-syndicalisme espagnol (n° 4).

D'autres revues ne paraissant plus et plus difficilement accessibles ont abordé ces questions dans différents articles sous des formes diverses :

— SOCIALISME OU BARBARIE, notamment dans « Sur le contenu du socialisme » (Chaulieu) n° 17, 22 et 23 (d'anciens numéros peuvent se trouver disponibles à la Vieille Taupe, 1, rue des Fossés St-Jacques, Paris 5ème).

— NOIR ET ROUGE, notamment dans des textes sur l'autogestion en Espagne, Algérie et en Yougoslavie, et dans la brochure « L'autogestion, l'Etat et la Révolution » (éventuellement et sans garantie, peuvent se trouver disponibles à I.C.O., 13 bis, rue Labois Rouillon, Paris 19ème).

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.

Prix : 3,50 F

D